Le groupe Sidal va produire des médicaments de chimiothérapie

AL SALAM BANK
السلام بنك

www.alsalamalgeria.com
tawassol@alsalamalgeria.com

INFORMER ET PENSER LIBREMENT

Quotidien National d'Information - 7^e Année - Dimanche 28 octobre 2018
28 Safar 1440 - N° 1928 - Algérie : 10 DA / 1 €

Alger
Un bus se renverse à Ben Aknoun, 14 blessés

Il table sur un taux de croissance de 2,6%

Le PLF 2019 aujourd'hui devant la commission des finances de l'APN

• Le projet de loi de finances 2019, qui sera soumis aujourd'hui devant les membres de la commission des finances de l'Assemblée populaire nationale pour examen et enrichissement, a été élaboré sur la base d'un cadrage macroéconomique prudent tout en étant adossé à des dépenses budgétaires en légère baisse, mais avec le maintien de la politique sociale de l'Etat.

>> Lire page 3

Logements

Ph : L'Echo d'Algérie ©

Près de 4200 logements de différentes formules distribués à Alger

Produits «Made in bladi»

«Bomare Company» part à l'assaut du continent européen

Mercuriale

Les prix des fruits et légumes, inaccessibles !

L'Echo Sportif

Coupe arabe des clubs, ce soir (20h) à Sétif ESS-Ahly Djeddah

L'Entente veut oublier la Ligue des champions

AGE de la FAF

Le projet de Zetchi passe sans encombre

Photo : L'Echo d'Algérie ©

23^e SILA

Un Salon porté par une dynamique de l'édition

• Le 23^e Salon international du livre d'Alger (Sila), prévu du 29 octobre au 10 novembre à Alger, augure d'une rentrée littéraire riche en nouvelles publications portées par des maisons d'éditions algériennes prometteuses qui donnent rendez-vous au public pour renouer avec l'univers du livre. Onze jours durant, écrivains et éditeurs iront à la rencontre du public algérien à la faveur de l'événement culturel le plus fréquenté et le plus attendu de l'année qui verra le retour de grands noms de la littérature algérienne, l'arrivée d'un nombre important de nouvelles plumes ainsi que la participation de jeunes maisons qui confortent leur place dans le monde algérien de l'édition. Les auteurs algériens les plus en vue à l'instar de Maïssa Bey, Yasmina Khadra, Kamel Daoud, Waciny Laredj, entre autres...

>> Lire page 14

Photo : L'Echo d'Algérie ©

Boumerdès et Tissemsilt

4 abris pour terroristes détruits et deux éléments de soutien aux groupes arrêtés

Quatre abris pour terroristes ont été détruits, ce vendredi, par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) à Boumerdès, alors que deux éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés dans cette même wilaya et à Tissemsilt, a indiqué, hier, un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'ANP a découvert et détruit, le 26 octobre 2018, 4 abris pour terroristes à Boumerdès, et arrêté 2 éléments de soutien à Boumerdès et Tissemsilt», précise-t-on de même source. Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et le crime organisé un détachement de l'ANP «a saisi 3 fusils de chasse non autorisés, 149 cartouches de calibre 16 mm et une quantité de poudre noire à Tiaret», tandis que les

éléments de la gendarmerie d'Oran «ont arrêté 2 individus et saisi près de 6 kg de kif traité et 5425 unités de différentes boissons». Dans le même contexte et lors d'opérations distinctes à Tindouf et Tamanrasset, des détachements de l'ANP «ont intercepté 7 orpailleurs illégaux et saisi 1 véhicule, 5 détecteurs de métaux, 2 groupes électrogènes, 3 marteaux-piqueurs, 3 pompes à eau et un camion transportant 17 400 litres de carburant». Par ailleurs, les garde-côtes «ont mis en échec à Oran, Aïn Témouchent, Mostaganem et Chlef, des tentatives d'émigration clandestine de 195 personnes à bord d'embarcations de construction artisanale, tandis que 27 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à Aïn Guezam et Naâma», ajoute le MDN.

Alger

Récupération d'un véhicule volé et saisie de cannabis et de psychotropes à Bir Mourad Raïs

Les services de la sûreté d'Alger ont, récemment, récupéré un véhicule volé et saisi des quantités de cannabis et plus de 1000 comprimés psychotropes ainsi que des armes blanches, lors d'opérations distinctes soldées par l'arrestation de 9 mis en cause à travers le territoire de la circonscription administrative de Bir Mourad Raïs, ont indiqué ces mêmes

services dans un communiqué. La sûreté de la circonscription administrative de Bir Mourad Raïs a traité récemment 8 affaires dont celle d'un vol de véhicule, récupéré en «un temps record», a indiqué le communiqué qui a fait état également de «la saisie de 63,2 g de cannabis, 1025 comprimés psychotropes, 5 armes blanches, 2 fusils de chasse sous marine,

17 bouteilles d'alcool, 3 téléphones portables et un montant de 15,8 millions de centimes». Ces affaires ont conduit à l'arrestation de 9 individus, ajoute la même source. Déférés devant la justice, 5 mis en cause ont été placés en détention provisoire et 2 mis sous contrôle judiciaire, alors que 2 autres ont fait l'objet d'une citation directe, conclut le communiqué.

Accidents de la circulation

14 morts et 28 blessés durant les dernières 48 heures

Quatorze personnes ont trouvé la mort et 28 autres ont été blessées dans 13 accidents de la circulation enregistrés ces dernières 48 h à travers le territoire national, selon un bilan rendu public, hier, par les services de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya d'Oran avec le décès de deux personnes suite à une

collision entre deux motocyclistes et un véhicule léger, survenue sur le chemin de wilaya 84, commune d'Aïn Turk, précise la même source. Par ailleurs, une personne est décédée suite à un éboulement de terrain survenu dans une galerie au niveau d'une mine exploitée au lieu-dit Sidi Omar, commune de Boukaïd, dans la wilaya Tissemsilt.

Alger

Incendie à la salle omnisport de Sidi Moussa

Un incendie s'est déclaré, dans la soirée du jeudi au vendredi, au niveau de la salle omnisport de la cité Houaoura, commune de Sidi Moussa (Alger), sans qu'il y ait de pertes humaines ou de blessés à déplorer, a indiqué le chargé de l'information à la Direction de la Protection civile de la wilaya d'Alger, le lieutenant Khaled Benkhalfallah. «L'incendie qui s'est déclaré, ce vendredi, vers 2h39 a endommagé le terrain et le toit de la salle, ainsi que quelques équipements sportifs», a précisé le lieutenant Benkhalfallah, ajoutant qu'aucune perte humaine ou de blessés ne sont à déplorer. Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes de cet accident, a souligné le même intervenant.

Un bus se renverse à Ben Aknoun, 14 blessés

14 personnes ont été blessées dans le renversement d'un bus à Ben Aknoun (Alger), a indiqué un communiqué de la Direction de la Protection civile de la wilaya d'Alger. L'accident a eu lieu aux environs de 7h du matin suite au renversement d'un bus de transport du personnel au niveau d'un point de contrôle sécuritaire à proximité du stade du 5-Juillet (Ben Aknoun), ce qui a occasionné des blessures à 14 personnes âgées entre 24 et 42 ans. Les blessés ont été évacués à l'hôpital Issad-Hassani (Beni Messous) pour recevoir les premiers soins.

Batna

Une secousse tellurique de magnitude de 3,2 degrés enregistrée

Une secousse tellurique d'une magnitude de 3,2 degrés sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée, vendredi dernier, à 19h30 dans la wilaya de Batna, a indiqué le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG) dans un communiqué. L'épicentre de cette secousse a été localisé à 11 km au nord d'Aïn Touta (Wilaya de Batna), a précisé la même source.

Ooredoo récompense les meilleurs points de vente partenaires de l'Ouest

Ooredoo a organisé récemment à Mostaganem, une cérémonie de remise de prix aux lauréats de son challenge destiné à ses points de vente partenaires de la région Ouest du pays. Cette rencontre conviviale organisée au Complexe touristique AZ Hotels, a réuni les meilleurs points de vente partenaires d'Ooredoo venus de toutes les wilayas de l'Ouest et s'est déroulée en présence de l'encadrement d'Ooredoo à leur tête la Directeur général Abdullatif Hamad Dafallah. Ainsi, 26 points de vente partenaires lauréats qui se sont distingués par leurs réalisations et les résultats exceptionnels à travers la région Ouest du pays, ont été récompensés et ont reçu des cadeaux de valeur, notamment des véhicules et des scooters. Ces récompenses offertes en guise d'encouragements en reconnaissance à leurs efforts visent à consolider les relations privilégiées entre Ooredoo et ses partenaires et à améliorer continuellement la qualité de ses services pour offrir le meilleur aux clients d'Ooredoo partout en Algérie.

Il table sur un taux de croissance de 2,6% Le PLF 2019 aujourd'hui devant la commission des finances de l'APN

Le projet de loi de finances 2019, qui sera soumis aujourd'hui devant les membres de la commission des finances de l'Assemblée populaire nationale pour examen et enrichissement, a été élaboré sur la base d'un cadrage macroéconomique prudent tout en étant adossé à des dépenses budgétaires en légère baisse, mais avec le maintien de la politique sociale de l'Etat.

Ce projet de loi adopté en Conseil des ministres en septembre dernier, table sur un prix de pétrole à 50 dollars le baril, un taux de croissance de 2,6% et un taux d'inflation de 4,5%. Sur le plan budgétaire, le projet de loi de finances 2019 (PLF 2019) prévoit des recettes de 6.508 milliards de dinars (mds DA), en légère hausse par rapport à celles de 2018, dont 2.714 mds de dinars de fiscalité pétrolière. Quant aux dépenses budgétaires, elles s'élèveront à 8.557 mds de dinars, en légère baisse par rapport à celles de 2018. Concernant le budget de fonctionnement, il est estimé à 4.954 mds de dinars avec une légère hausse découlant de la situation sécuritaire aux frontières ainsi que du relèvement des transferts sociaux. C'est ainsi qu'une enveloppe budgétaire de 1.763 milliards de dinars sera allouée aux transferts sociaux durant l'exercice 2019 (contre 1.760 milliards de dinars en 2018), soit près de 21% de la totalité du budget de l'Etat de l'année 2019. Les crédits budgétisés pour les transferts sociaux couvriront notamment plus de 445 mds de dinars destinés au soutien aux familles, tandis que près de 290 mds de dinars seront attribués aux retraites, et auxquels s'ajoutera une dotation d'appui de 500 mds de dinars à la Caisse nationale des retraites (CNR). Ces transferts sociaux comportent également près de 336 mds de dinars pour la politique publique de santé et plus de 350 mds de dinars pour la politique publique de l'ha-

bitat auxquels s'ajouteront près de 300 mds de dinars mobilisés pour ce secteur par le Fonds national d'investissement (FNI). A travers ces transferts sociaux, il s'agit pour le gouvernement de continuer à soutenir la politique sociale de l'Etat, notamment par le soutien aux familles, à travers la subvention des produits de base, l'éducation et l'accès à l'eau et l'énergie, la santé, le logement, les retraites et l'accompagnement des faibles revenus, des démunis et des handicapés. Pour le budget d'équipement, il est ventilé entre 3.602 mds de dinars de crédits de paiements et 2.600 milliards de dinars d'autorisations de programme destinées à de nouveaux projets ou à des réévaluations. Selon les concepteurs du PLF 2019, la légère baisse nominale du budget d'équipement ne correspond pas à un recul de la politique publique d'investissement, mais elle découle, notamment d'une baisse de près de 300 mds de dinars des crédits consacrés l'année dernière à l'assainissement des créances détenues sur l'Etat. Par ailleurs, la consistance du budget d'équipement pour 2019 confirme la poursuite de l'engagement de l'Etat en faveur du développement économique et social avec, notamment, des dotations de 625 mds de dinars pour l'appui au développement humain, près de 1.000 mds de dinars de soutien multiforme au développement économique et 100 mds de dinars de concours au développement local. Le solde global du Trésor public

Ph: L'Echo d'Algérie ©

pour l'exercice 2019 affichera un déficit de près de 2.200 mds de dinars. Dans son volet législatif, le PLF 2019 se limite à des mesures destinées, notamment, à améliorer la gestion des finances publiques ainsi qu'à renforcer la lutte contre la fraude. On y retrouve aussi des mesures en faveur du développement, telle que la bonification totale des intérêts sur les crédits bancaires destinés à l'AADL pour la construction de 90 000 nouveaux logements. De surcroît, aucune nouvelle taxe ou augmentation des prestations publiques n'est pro-

posée dans ce projet de loi. Lors de l'approbation du PLF 2019 par le Conseil des ministres, le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, avait relevé la «prudence» qui a marqué la préparation du projet de budget pour l'année prochaine, «afin de ne pas exposer le pays aux possibles retournements du marché mondial des hydrocarbures». Il avait, en outre, fait part d'un début de mise en œuvre de ses directives pour une rationalisation de la dépense publique de l'Etat.

T. Benslimane

PIB

Une croissance de 0,7% au 2^e trimestre 2018, selon l'ONS

La croissance globale du Produit intérieur brut (PIB) de l'Algérie a été de 0,7% au 2^e trimestre 2018 par rapport au même trimestre de l'année 2017, a-t-on appris auprès de l'Office national des statistiques (ONS). Cependant, la croissance du secteur des hydrocarbures s'est caractérisée par une baisse de 8,2% au 2^e trimestre 2018 com-

parativement à la même période de 2017. Ainsi, le taux de croissance du PIB hors hydrocarbures a été de 2,8% au cours du 2^e trimestre de cette année par rapport à la même période de 2017. Pour l'ONS, la croissance du PIB hors hydrocarbures reste «appréciable», tirée essentiellement par le secteur agricole. En effet, le secteur agri-

cole a enregistré une performance soutenue de 8,9% durant le 2^e trimestre 2018 contre 0,7% au 2^e trimestre 2017.

D'autres secteurs ont également participé à cette performance du PIB hors hydrocarbures. Il s'agit, en premier lieu, du secteur du bâtiment, travaux publics et hydraulique (BTPH y compris services et travaux publics pétroliers) qui a réalisé une croissance de 3%. Une croissance positive a également concerné les secteurs de l'industrie (+2,1%), des services marchands (+2,6%) et des services non marchands (+1,7%), précise l'Office. Les services marchands sont les transports et communications, le commerce, les services fournis aux entreprises et aux ménages, ainsi que les hôtels-café-restaurants. Quant aux services non marchands, ils concernent les affaires immobilières, les services financiers et les administrations publiques.

En valeurs courantes, le PIB du 2^e trimestre 2018 a connu une croissance importante de 9,3% par rapport à la même période de l'année dernière. Dans ce sens, la hausse du niveau général des prix au 2^e trimestre 2018 a été de 8,6% contre 3,5% pour la même période de l'année précédente. Cette hausse du déflateur du PIB s'explique essentiellement par la hausse des prix des hydrocarbures.

Sonatrach Le Sommet «Algeria Future Energy» les 29 et 30 octobre à Alger

Le groupe national des hydrocarbures Sonatrach organisera les 29 et 30 octobre en cours à Alger le Sommet «Algeria Future Energy». Coorganisé avec la société britannique de conférences, d'expositions et de formation sur l'énergie et les infrastructures CWC, ce rendez-vous du pétrole et du gaz se tiendra sous le thème de «la diversification, l'innovation et l'investissement». Il verra la participation des leaders mondiaux de l'industrie des hydrocarbures et des énergies renouvelables, ainsi que plusieurs ministres de l'Energie et les secrétaires généraux de l'OPEP et du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), précise Sonatrach. Cette plateforme de discussions, axée sur l'investissement et la politique énergétique de l'Algérie, permettra de partager les points de vue des différents acteurs mondiaux de l'industrie du pétrole et du gaz.

Sommet bancaire maghrébin Participation de l'Algérie les 7 et 8 novembre à Tunis

Le sommet bancaire maghrébin sera organisé, les 7 et 8 novembre, à Tunis, sous le thème : «L'Evolution de l'activité bancaire : défis et perspectives pour les banques maghrébines» à l'occasion de la 14^e Assemblée générale de l'Union des banques maghrébines (UBM). Ce sommet bancaire verra la participation des cinq banques centrales de la Tunisie, l'Algérie, la Libye, le Maroc, et la Mauritanie, 180 banques et établissements financiers et cinq sociétés de monétique, selon le site électronique de l'UBM. Parmi les thèmes qui seront débattus à cette occasion, figurent, la banque maghrébine de demain, la digitalisation de la banque : les évolutions réglementaires et la transformation de la banque traditionnelle et des réseaux bancaires et les nouveaux services grâce au Big Data, Blockchain, IA, et autres innovations. Les banques et l'intégration économique du Maghreb: défis et perspectives, la conformité aux nouvelles

normes internationales de lutte anti-blanchiment d'argent pour les banques du Maghreb et la place pour la finance islamique dans le paysage financier Maghrébin seront au programme des panels dudit sommet. L'Union des banques maghrébines (UBM) a été créée, le 7 décembre 1990, à l'initiative des présidents des banques des 5 pays du Maghreb à savoir la Tunisie, l'Algérie, la Libye, le Maroc, et la Mauritanie. L'UBM a ainsi pour missions principales de renforcer la coopération régionale et l'intégration bancaire et financière à travers l'étude des questions relatives aux activités bancaires et financières et la formulation de recommandations aux autorités de régulation, l'harmonisation du cadre légal et organisationnel de l'activité bancaire et financière et la promotion et la consolidation des relations professionnelles avec les institutions bancaires et financières régionales et internationales.

Pêche

Le bateau algérien Grine-Belkacem en mission prochainement à Djibouti pour évaluer les réserves halieutiques de ce pays

Le bateau scientifique algérien Grine-Belkacem effectuera prochainement une mission scientifique à Djibouti pour évaluer les réserves halieutiques de ce pays, a-t-on appris, hier, à Mostaganem auprès du Directeur général de la pêche et de l'aquaculture, Taha Hammouche.

En marge du Salon régional ouest d'investissement dans la pêche et l'aquaculture qui a pris fin, hier, à Mostaganem, Hammouche a souligné que l'expérience acquise par le bateau scientifique Grine-Belkacem relevant du Centre national de recherche et de développement de la pêche et de l'aquaculture (CNRDPA) en matière d'évaluation des réserves halieutiques est très sollicitée au niveau africain par des organisations internationales et africaines. Un accord financé par l'organisation mondiale d'alimentation et d'agriculture (FAO) a été signé dernièrement avec l'Etat du Djibouti, permettant au CNRDPA et au staff du bateau scientifique Grine-Belkacem d'étudier et d'évaluer la ressource halieutique de ce pays arabe et africain, a-t-il fait savoir. Au sujet de la coopération algéro-européenne, Hammouche a déclaré que le succès du programme d'appui à la diversification de l'économie nationale «Diveco 2»

(2015-2018), qui a touché toutes les activités de la pêche et de l'aquaculture, a permis de lancer les négociations pour approfondir la coopération et le travail conjoint pour développer davantage le secteur au titre de «Diveco 3». «Nous avons les contours du programme de soutien à la diversification de l'économie nationale (Diveco 3) et nous entamerons la communication avec le partenaire européen sur ce projet que espérons plus fort et plus vaste et s'adaptera à la dynamique que connaît le secteur de la Pêche et de l'Aquaculture ces dernières années», a souligné le Directeur général de la pêche et de l'aquaculture. Le programme Diveco vise, dans sa première et 2^e étape, à soutenir les secteurs de l'Agriculture et des Industries alimentaires et à accompagner les activités de la pêche et de l'aquaculture en vue de diversifier l'économie nationale hors hydrocarbures, a-t-il rappelé.

Grippe saisonnière Un dispositif de prise en charge des cas graves à partir de la semaine prochaine

Le directeur de la Prévention et de la promotion de la santé au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, le Dr Djamel Fourar, a annoncé, ce samedi, la mise en place, dès la semaine prochaine, d'un dispositif de prise en charge des cas graves de grippe saisonnière au niveau des établissements hospitaliers du pays. Un dispositif de prise en charge des cas

graves et compliqués de la grippe saisonnière, notamment chez les personnes âgées, les femmes enceintes et les malades chroniques sera mis en place la semaine prochaine au niveau des établissements hospitaliers, a indiqué, le Dr Fourar lors d'une campagne de sensibilisation, organisée en coordination avec l'Institut Pasteur et l'Institut national de la santé publique, au centre commercial d'Ardis. Le succès qu'a enregistré la campagne de l'année dernière a amené le ministère de la Santé à renouveler l'expérience en l'accompagnant, cette fois-ci, d'activités de loisirs au profit des enfants afin d'attirer un plus grand nombre de citoyens, a-t-il précisé ajoutant que cette action de sensibilisation sera généralisée à d'autres grandes wilayas du pays. L'Institut Pasteur a importé, cette année, 2,5 millions de doses de vaccin antigrippal, dont 1,3 million de doses ont été distribuées aux établissements hospitaliers, aux établissements publics de santé de proximité (EPSP) et le reste aux ministères de souveraineté, a-t-il rappelé. La grippe saisonnière a fait 26 morts en 2017 et 23 autres en 2016, dont la plupart étaient des maladies chroniques et 12% des femmes enceintes. Selon les données de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), entre 3 et 5 millions de cas graves de grippe saisonnière sont enregistrés dans le monde, faisant plus de 650 000 décès par an. A rappeler que le vaccin antigrippal est gratuit pour les personnes âgées, les femmes enceintes et les personnes atteintes de maladies chroniques dans les établissements hospitaliers, les établissements publics de santé de proximité (EPSP) et les officines de pharmacies.

MPA

Amara Benyounès : «Le plus grand défi à relever par l'Algérie est essentiellement économique»

Le plus grand défi qui attend l'Algérie est «essentiellement économique», a estimé, ce samedi, à Khenchela, le secrétaire général du Mouvement populaire algérien (MPA), Amara Benyounès, précisant que ceci appelle à réfléchir sur les possibilités de créer des emplois et bâtir une économie libre centrée sur l'entreprise privée. Animant un meeting à la Maison de la culture Ali-Souaï en présence de militants et sympathisants de son parti, Amara Benyounès a plaidé pour une «cohésion» entre les partis politiques autour du «projet économique» du pays. Il a également mis l'accent sur la nécessité de «trouver des solutions aux problèmes économiques posés» et ce, a-t-il dit, par la création d'emplois permanents. «L'Algérie a un manque en main-d'œuvre, notamment dans les secteurs du Bâtiment, des Travaux publics et de l'Agriculture, où le besoin en postes d'emploi, estimé à deux millions, s'en ressent», a-t-il soutenu. «Nous ne devons plus demeurer tributaire dans notre économie des revenus provenant de l'exportation des hydrocarbures», a souligné, dans ce contexte, le SG du MPA. Par ailleurs, Amara Benyounès a estimé que «la prochaine élection aura lieu dans une totale démocratie et seul le peuple décidera qui sera le président de la République», avant d'ajouter que son parti «ne renoncera point à la démocratie». Après avoir indiqué que le MPA «depuis sa création, a soutenu le président de la République,

Abdelaziz Bouteflika», Benyounès a affirmé que sa formation politique «a son propre agenda et son conseil national prendra sa décision et sa position le temps venu quant à la prochaine élection présidentielle».

Coopération algéro-espagnole Etude conjointe de l'ouvrage «Histoire d'Andalousie»

Le laboratoire d'histoire de l'Algérie de l'université d'Oran 1 «Ahmed-Ben Bella» s'attèle actuellement avec le Haut conseil des recherches scientifiques de Grenade (Espagne) à réaliser une étude conjointe de l'ouvrage «Histoire d'Andalousie», a-t-on appris auprès du directeur du laboratoire, Abdelkader Boubaya. Il s'agit d'étudier cet ancien ouvrage par le directeur du laboratoire d'histoire de l'Algérie relevant du département de l'histoire et d'archéologie de l'université d'Oran 1 et un membre du Haut conseil des recherches scientifiques de Grenade (Espagne), Luis Molina, a-t-il indiqué. L'ouvrage «Histoire d'Andalousie», dont l'auteur est inconnu, traite de la géographie et de l'histoire de l'Andalousie. Il sera prêt pour l'édition en 2019, a fait savoir le directeur du laboratoire d'histoire de l'Algérie, soulignant que cette œuvre conjointe sur la base d'un accord avec le haut conseil des études scientifiques de Grenade (Espagne) sera publié par la Maison des livres scientifiques du Liban. Par ailleurs, le laboratoire de l'histoire de l'Algérie de l'université d'Oran 1 «Ahmed-Ben Bella» coopère avec l'association marocaine des études andalouses par une participation aux conférences et à l'élaboration de livres d'hommage. Ce laboratoire qui publie la revue scientifique *Oussour Jadida* (Nouvelles ères) a animé une communication sur le soufisme au Maghreb méridional lors d'une rencontre sur le soufisme organisée au Maroc en 2017 par la fondation El Idrissi des études andalouses.

Consolidation du Front populaire

Les anciens élus de la wilaya d'Alger appellent le Président Bouteflika à briguer un nouveau mandat

Les anciens élus de la wilaya d'Alger ont appelé, ce samedi, le président de la République Abdelaziz Bouteflika à «briguer un nouveau mandat pour poursuivre le processus de réformes et de développement».

Lors d'une réunion organisée à la salle Ali-Maachi au Palais des expositions (Alger) dans le cadre des préparatifs à la constitution d'une Association nationale des anciens élus, les anciens élus de la wilaya d'Alger ont affiché «leur entière mobilisation à contribuer à la consolidation du Front populaire auquel a appelé le président de la République pour appuyer les grandes réformes initiées par le Président dans le cadre de la paix et de la réconciliation nationales». Lors de cette même réunion, à laquelle a assisté le ministre des Relations avec le Parlement, Mahdjoub Bedda, ainsi que d'anciens ministres, les anciens élus de la wilaya d'Alger ont salué l'initiative, annoncée le 6 du mois en cours, pour la création d'une Association nationale des anciens élus locaux et nationaux, et qui est à même, ont ils estimé, «d'offrir, à l'ensemble des

élus, un espace de rencontre en vue d'adhérer à la quête nationale de contribuer à la vie socioéconomique nationale en soutien au programme du président de la République». Intervenant à cette occasion, Mahdjoub Bedda a fait savoir que l'Association en cours de constitution «n'est nullement un espace compétitif à d'autres associations et partis politiques» et que «l'idée de sa constitution est venue du vide politique que connaît le pays en raison de la faible activité des associations et des partis». L'objectif de cette association est de «mutualiser les efforts des élus qui ont contribué au développement du pays pour le soutien du programme du président de la République, étant donné qu'ils sont les témoins vivants des réalisations accomplies depuis son accession à la magistrature suprême du pays», a affirmé Bedda.

Moussa O. / Ag.

Ph : L'Echo d'Algérie ©

Logements

Près de 4200 logements de différentes formules distribués à Alger

Ph : L'Echo d'Algérie ©

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelwahid Temmar, a supervisé, ce samedi, l'opération de distribution de près de 4200 logements à Alger, dont 60 logements publics locatifs (LPL), 2740 logements location-vente (AADL) et 1400 logements promotionnels publics (LPP).

Intervenant lors d'une cérémonie de remise des clés au profit des bénéficiaires, en présence du wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, de la ministre de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du Numérique, Houda-Imane Faraoun et du président de l'Assemblée populaire de la wilaya

(APW) d'Alger, Temmar a indiqué que «cette opération s'inscrit dans le cadre du prolongement de l'opération nationale, lancée, jeudi dernier, à Biskra, durant laquelle plus de 85 000 logements ont été distribués à travers toutes les wilayas du pays».

«La distribution de logements de différentes formules se poursuivra jusqu'à la concrétisation totale du programme de logement, décidé par le président de la République, visant à garantir des conditions de vie décentes pour les citoyens», a poursuivi le ministre. Soulignant que le gouvernement a mobilisé les ressources financières nécessaires et a pris toutes les dispositions à même de surmonter les obstacles en vue de relancer les chantiers à l'arrêt, notamment ceux de l'AADL, le ministre a rassuré les souscripteurs au programme AADL 2 qu'un quota de 90 000 unités restantes ont été programmées au titre de l'exercice 2019, et par conséquent toutes les demandes des souscripteurs ayant déjà payé la première tranche seront satisfaites».

Parlement

Mahdjoub Bedda : «L'élection de Mouad Bouchareb à la tête de l'APN est une opération démocratique»

Le gouvernement a réagi à l'élection du nouveau président de l'APN. En effet, à partir de la wilaya de Bouira où il a présidé, ce jeudi, l'opération de distribution de logements, le ministre des Relations avec le Parlement a qualifié de «démocratique» l'élection de Mouad Bouchareb à la tête de l'APN en

Ph : PPF Agency ©

succession de Saïd Bouhadja. L'élection de Mouad Bouchareb à la tête de l'APN «est une opération démocratique car elle représente le choix de la majorité des membres de cette institution», a souligné le ministre dans une déclaration à la presse. Mahdjoub Bedda a ajouté que les travaux du Parlement reprendront le plus normalement à partir de ce jour (jeudi) avec la présentation de la loi de finances 2019. Le ministre a félicité à l'occasion le nouveau président de l'APN pour son élection à la tête de cette institution, tout en louant les qualités et l'engagement de Mouad Bouchareb, qui, a-t-il dit «un jeune Algérien capable de mieux servir son pays».

FAO

Le phénomène de migration risque de priver l'Afrique de la main-d'œuvre agricole jeune

Les phénomènes de migration vers les zones urbaines et vers l'étranger risquent de priver les pays africains de la main-d'œuvre jeune, indispensable pour la modernisation de leur secteur agricole, a indiqué le directeur général de la FAO, José Graziano da Silva, dans un discours publié sur le site web de l'organisation.

Le premier responsable de l'Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) qui s'est exprimé à l'occasion de la Conférence ministérielle Italie-Afrique, organisée, jeudi, à Rome, a souligné qu'il était «indispensable» que les pays africains réalisent le potentiel des zones rurales pour l'agro-industrialisation et pour créer davantage d'opportunités d'emplois pour les jeunes et les encourager à rester dans les petits villages des zones rurales. En outre, il a insisté sur l'importance pour les pays du continent de définir des stratégies conjointes et de mettre en œuvre des actions communes, telles que la zone de libre-échange continentale africaine, récemment approuvée. Pour réduire la dépendance historique de l'Afrique

aux importations alimentaires, le premier responsable de la FAO a insisté sur l'importance de l'agro-industrialisation, affirmant que «jeter les bases de l'agro-industrialisation requiert d'urbaniser les zones rurales» et cela implique de fournir les services de base aux petits villages tels que l'éducation, la santé, l'électricité et l'accès à internet, qui, selon lui, l'un des principaux attraits pour les jeunes aujourd'hui». «Les petits villages devraient être l'endroit où les agriculteurs achètent leurs semences, envoient leurs enfants à l'école et peuvent avoir accès aux soins médicaux et à d'autres services, lorsque cela est nécessaire.

En Afrique, il est très important de revitaliser les petits villages grâce à de petites agro-industries et à des coopératives d'agriculteurs familiaux», a-t-il souligné. Le directeur général de la FAO a préconisé aux pays africains d'investir davantage dans les infrastructures afin de relier les producteurs, les transformateurs et d'autres segments des chaînes de valeur alimentaires. «Il s'agit, notamment, des routes, du transport, de la capacité de

stockage, de l'énergie et de la gestion de l'eau», a-t-il énuméré, expliquant que ces mesures sont essentielles en vue de créer des opportunités d'emplois, non seulement au niveau de la production agricole, mais aussi pour de nombreuses activités non-agricoles telles que les offres de services au niveau du tourisme général et rural.

Par ailleurs, le premier responsable de la FAO a mis en avant l'importance du secteur privé en tant que partenaire déterminant en particulier lorsqu'il s'agit de construire les infrastructures nécessaires afin de stimuler la croissance économique et le développement. A ce propos, il a fait savoir que la FAO avait établi plus de 150 partenariats stratégiques avec des acteurs non-étatiques et la moitié d'entre eux avec des compagnies issues du secteur privé. «Grâce à sa relation avec le secteur privé, la FAO a réussi à mobiliser des connaissances, une expertise technique et un soutien politique et a encouragé les dons en nature, ainsi que d'autres ressources afin d'aider les communautés et les pays les plus pauvres», a-t-il soutenu.

RND

Seddik Chihab : «Nous dénonçons ceux qui veulent faire de l'Algérie un champ de bataille»

La porte-parole du Rassemblement national démocratique (RND), Seddik Chihab, a dénoncé, hier, à Tizi-Ouzou, «ceux qui veulent faire de l'Algérie un champ de bataille», faisant allusion sans les citer aux dernières interpellations de journalistes.

Le même responsable qui s'exprimait à l'ouverture d'un conseil de wilaya élargi du RND, a observé que la liberté d'expression qui est indissociable de la démocratie est un impératif pour enraciner davantage la démocratie. «Toutefois, tout en respectant les différents organes de presse, il y a lieu d'avoir un esprit de discernement et de dénoncer ceux qui veulent faire de l'Algérie un champ de bataille», a-t-il insisté. «Nous en avons assez des batailles qui nous ont coûté très cher», a-t-il dit, en rappelant, notamment que le recouvrement de l'indépendance nationale a coûté à l'Algérie un million et demi de martyrs tombés aux champs d'honneur et que le coût de la construction de la démocratie a été de 200 000 morts et plus de 50 milliards de dollars de dégâts. Selon Seddik Chihab, «il faut tirer des conclusions de toutes ces pertes et agir autrement et avec intelligence pour le parachèvement du processus de construction démocratique en alliant les deux concepts que le président de la République a suggéré aux Algériens et qui sont la réconciliation nationale et le vivre-ensemble afin de construire une société homogène et solidaire avec une démocratie apaisée». La construction d'une société homogène et unie et d'un Etat riche de sa diversité culturelle a été consolidée par la constitutionnalisation de tamazight langue

nationale et officielle, a ajouté le même responsable, qui a saisi l'occasion pour lancer un appel du RND aux lycéens et collégiens de la wilaya de Tizi-Ouzou qui protestent depuis plus d'une semaine contre l'enseignement de la langue arabe en réaction à de parents d'élèves d'autres wilayas qui refusent que leurs enfants étudient tamazight, a faire preuve de «vigilance et d'intelligence pour échapper à la manipulation».

«Lorsqu'il y a de la surenchère, il y a de la manipulation et de l'échec et ne nous nous voulons pas que la constitutionnalisation de tamazight soit un élément de divergence ou d'échec, mais un élément rassembleur et de réussite», a-t-il soutenu, observant que la promotion de tamazight doit se faire dans le calme. S'adressant aux élèves qui protestent, il a affirmé que ces derniers «doivent comprendre la portée de la constitutionnalisation de tamazight et veiller à ce que cela se fasse dans le calme et la sérénité», observant que «rejeter un autre élément de notre identité nationale risque de nous conduire à une confrontation qui fera le bonheur des ennemis de l'Algérie».

Rendant hommage aux militants qui ont lutté pour la reconnaissance officielle de reconnaissance de tamazight et à Tizi-Ouzou, une wilaya «active et dynamique, qui est la locomotive de la démocratie en Algérie», il a lancé un appel à faire de la diversité culturelle du pays une

Ph. : L'Echo d'Algérie ©

richesse pour construire un Etat fort et un pays qui pèsera sur la scène internationale. Lors de cette rencontre, la porte-parole du RND a réitéré l'appel de son parti au président de la République, Abdelaziz Bouteflika, pour se représenter aux élections présidentielles de 2019, expliquant que cette position de son parti est un choix «bien réfléchi et délibéré dans

L'intérêt de l'Etat, de l'Algérie, de sa stabilité et de son unité».

Les travaux du conseil de wilaya de Tizi-Ouzou se sont terminés par la lecture d'une motion de soutien et d'un appel du bureau de wilaya du RND à Tizi-Ouzou, au président de la République à se présenter aux élections du printemps 2019.

Mouvement El Islah

«Dynamiser le rôle du citoyen dans la prise de décisions liées au développement local», souligne Ghouini

Ph. : L'Echo d'Algérie ©

Le président du Mouvement El Islah, Filali Ghouini, a appelé, hier, depuis Ouargla, à «dynamiser le rôle du citoyen dans la prise de décisions afférentes au développement local». S'exprimant lors d'une rencontre avec les militants de son parti, tenue à la Maison de la culture Moufidi-Zakaria, à Ouargla, Ghouini a affirmé qu'il appartenait au citoyen de «s'impliquer effectivement dans la prise de décisions inhérentes au développement local adoptées par les assemblées élues, communales et APW, consacrant l'intérêt général». Le président du Mouvement El Islah a, à ce titre, mis l'accent sur «la nécessaire présence des citoyens aux assemblées pour soulever leurs préoccupations, avancer leurs suggestions et s'enquérir des éventualités dans le cadre de la

consécration de la transparence». Le Mouvement El Islah, a-t-il indiqué, estime que la réconciliation nationale «est le plus grand acquis réalisé par le peuple algérien, aux côtés d'autres acquis concrétisés dans les différents volets de développement». Soulignant l'importance de trouver des solutions possibles pour la consécration de l'équilibre de développement entre différentes régions du pays, Filali Ghouini a plaidé pour la consolidation des programmes visant la diversification de l'économie nationale hors hydrocarbures. «La promotion de l'investissement dans les secteurs stratégiques, à l'instar de l'Industrie, l'Agriculture et le Tourisme est susceptible de créer une valeur ajoutée à l'économie nationale et de générer des nouvelles opportunités d'em-

ploi», a-t-il avancé à ce propos. Après avoir salué la mission assumée par la presse, le président de cette formation politique a relevé que cette dernière «est un partenaire essentiel», notamment dans la «transmission du vrai message» à l'opinion publique, avant d'appeler à «immuniser l'action journalistique et œuvrer à l'amélioration des conditions socioprofessionnelles des personnels du secteur». Le président du Mouvement El Islah a indiqué, au terme de son intervention, que son parti, qui a décidé de prendre part au prochain rendez-vous électoral, adopte «le modèle politique algérien et n'entend guère opter pour un modèle étranger», avant d'appeler à la consécration d'un front national pour sécuriser le pays et faire face aux différentes menaces.

FFS

Mohamed Hadj Djilani appelle à la décentralisation de la gestion des collectivités locales

Le premier secrétaire national du parti du Front des forces socialistes (FFS), Mohamed Hadj Djilani, a appelé, ce vendredi, à Alger, à opter pour la décentralisation dans la gestion des collectivités locales, tout en garantissant l'autonomie financière et la libre administration, en vue de libérer les élus locaux de toute pression. S'exprimant à l'ouverture de la rencontre nationale des élus locaux, Djilani a précisé qu'il faut opter pour «la décentralisation de l'administration» afin de permettre aux élus d'accomplir pleinement leurs missions, estimant qu'une bonne et libre gestion signifie la décentralisation des décisions et des ressources ainsi que la recherche d'autres moyens en vue d'améliorer les conditions de vie des citoyens. Les codes communal et de wilaya «privent les élus locaux de leurs prérogatives comme ils empêchent le peuple de choisir ses représentants qui souffrent aujourd'hui de pressions administratives et bureaucratiques», a-t-il soutenu, réitérant l'appel de sa formation politique à «l'abrogation de ces codes» pour la réhabilitation des assemblées élues. Le FFS qui milite pour une alternative démocratique «croit profondément à l'aspiration du peuple

au changement», a affirmé Djilani, d'où la nécessité pour les élus d'impliquer le citoyen dans la gestion et les décisions liées au développement local, outre l'importance d'une véritable collaboration avec les différents acteurs de la société civile. Il a appelé, dans ce sens, au déblocage de la situation des communes confiées à l'administration, en raison de différends existants entre ses élus locaux, issus des élections de novembre 2017, ainsi qu'à l'organisation d'élections partielles dans la commune de Boudjelil (w. Béjaïa) afin de permettre à ses citoyens de choisir leurs représentants à l'Assemblée populaire communale (APC). Dans le même contexte, le premier secrétaire national du FFS a dit qu'«un changement démocratique pacifique du système» était le seul moyen à même de préserver la stabilité et la souveraineté du pays, ajoutant que cette stabilité ne peut se réaliser sans «l'élection d'une Assemblée nationale constituante capable de jeter les bases de la 2^e République et d'un Etat de libertés et de droit». Dans une déclaration à la presse en marge de la rencontre nationale des élus locaux, le militant au FFS, Ali Laskri a affirmé qu'un débat regroupant tous

Ph. : L'Echo d'Algérie ©

les députés du FFS sera organisé, afin d'examiner les positions à adopter après l'élection du nouveau président de l'APN, en remplacement de Saïd Bouhadja, estimant que les derniers événements survenus ces dernières semaines au niveau de la Chambre basse «ont mis à rude épreuve la cohésion des institutions de l'Etat». Concernant l'exclusion de certains dirigeants du parti ces derniers jours, Laskri a indiqué que «ces derniers se sont exclus d'eux-mêmes», affirmant que le parti «qui ne souffre d'aucune crise interne, a son propre règlement qui le régit et que tout un chacun doit respecter».

Médicaments

Le groupe Sidal va produire des médicaments de chimiothérapie

Le groupe pharmaceutique algérien, Sidal, a lancé des études sur la production de molécules de chimiothérapie, a annoncé un responsable du groupe en marge du Salon de la pharmacie, de la parapharmacie et du confort au quotidien (Pharmex) à Oran du 25 au 27 octobre en cours.

Le directeur de produits du groupe, Amar Mokrani a affirmé que le groupe a lancé des études sur la production de molécules de chimiothérapie tout en expliquant que «c'est un projet qui nécessite un accompagnement de partenaires expérimentés, et un transfert du savoir faire». «C'est un projet qui nécessite un accompagnement de partenaires expérimentés, et un transfert du savoir-faire», a-t-il relevé. S'agissant des partenaires potentiels pour le lancement de ce projet, encore en cours d'étude, Mokrani a indiqué que des discussions ont été engagées avec des producteurs, européens ou américains. Le groupe Sidal compte développer dans le cadre de ces partenariats, de nouvelles molécules, et de nouvelles technologies, a noté le même responsable sans vouloir se prononcer sur l'échéance fixée pour le lancement du projet. «Ce qui importe à Sidal, c'est de répondre aux besoins du malade algérien, tout en réduisant la facture de l'importation des produits d'oncologie, extrêmement coûteux», a-t-il par ailleurs, souligné. Dans un autre sillage, Mokrani a indiqué, que les projets du groupe Sidal, pour aug-

menter la production avancent, avec une prochaine commercialisation des produits de l'unité production de Zemirli (avec une capacité de production de 50 millions d'unités de forme sèche par an), la prochaine réception d'une unité de production de sirop à Constantine, et la mise à niveau des unités déjà opérationnelles. D'autres projets sont par ailleurs en cours de réalisation, à Cherchell, ainsi que la mise à niveau des unités déjà existantes, comme celles de Dar El Beïda, Gué-de-Constantine et Médéa, a-t-il ajouté. S'agissant du centre national de bioéquivalence de Sidal, implanté à Hussein Dey, premier du genre à l'échelle nationale, qui sera chargé des études de conformité des médicaments génériques avec les princeps (médicaments originaux), Mokrani a indiqué qu'il sera opérationnel «très prochainement».

Le centre aura pour mission de certifier la conformité des génériques fabriqués par le Groupe Sidal, dans un premier temps, et pourra «probablement proposer des prestations de service à d'autres producteurs à l'avenir», a-t-il précisé.

Yasmine Derbal

Conseil d'affaires algéro-mauritanien Appel à l'assouplissement des procédures financières et à l'adoption du troc

Le Conseil d'affaires algéro-mauritanien a recommandé, ce vendredi, à Nouakchott, l'ouverture de succursales bancaires algériennes en Mauritanie et de banques mauritaniennes en Algérie et de recourir au troc dans les transactions commerciales entre les deux pays. Ces investissements qui visent à «diversifier les modes de paiement», assoupliront les procédures de transfert de fonds et les opérations de paiement ce qui augmentera le volume des

investissements et d'échanges commerciaux dans plusieurs domaines à l'image de l'agroalimentaire, l'agriculture, la pharmacie, les travaux publics, les énergies renouvelables et les industries mécaniques et électroniques. Le conseil a également recommandé l'examen d'une méthode efficace permettant la conclusion d'un accord commercial préférentiel entre les deux pays, un accord qui tiendra compte des intérêts des deux pays avec la création d'une

commission ad hoc à cet effet. Lors d'une réunion présidée par Mohamed Lafdal Betah, vice-président de l'Union nationale du patronat mauritanien (UNPM) du côté mauritanien, et Youcef El Ghazi, président de la Chambre du commerce et d'industrie de Béchar, du côté algérien, les deux parties ont exprimé leur disponibilité à surmonter les obstacles et à exploiter toutes les potentialités et opportunités disponibles pour l'investissement tant en Algérie qu'en Mauritanie. Ils ont convenu, à ce propos, de tenir la 3^e session du Conseil d'affaires algéro-mauritanien à Alger au cours du premier semestre 2019.

Il a été question également de la création d'un bureau exécutif par la partie mauritanienne sous la présidence de l'UNPM et un autre par la partie algérienne sous la présidence de la Chambre algérienne du commerce et d'industrie, dont la mission consiste à œuvrer à la concrétisation de toutes les recommandations issues des réunions communes du Conseil. Dans ce cadre, le nombre des membres chargés du suivi des différents investissements a été revu à la hausse, soit 33 membres contre 15 l'année passée, et ce, au vu du rôle important du conseil d'affaires en matière de suivi d'accords et des contrats de partenariat conclus». Les deux parties ont appelé, en outre, les différentes entreprises et les hommes d'affaires des

deux pays à participer dans les manifestations économiques et à l'intensification du partenariat dans le cadre gagnant-gagnant. Dans le domaine du numérique et de l'informatique, les membres du conseil ont convenu de créer une base de données commune permettant aux deux parties d'avoir une meilleure visibilité. Cette base de données devra informer les gouvernements des deux pays des préoccupations formulées par les opérateurs économiques.

Il a été décidé également la création d'un portail électronique mauritano-algérien qui servira de base de données commune permettant aux membres du conseil de rester en contact permanent. A cette occasion, les deux parties ont évoqué les efforts consentis dans le but de booster les échanges commerciaux et renforcer les voies et moyens de la coopération, citant, à ce titre, l'ouverture du passage frontalier, Mustapha-Ben Boulaïd pour jeter les ponts de la coopération économique et relancer le commerce entre les deux pays. A rappeler que la 2^e session du Conseil d'affaires algéro-mauritanien, clôturée, ce vendredi, a vu la participation d'un nombre important d'hommes d'affaires des deux pays.

Cette session du Conseil d'affaires algéro-mauritanien intervient en marge de l'ouverture de la Foire des produits algériens qui se tient à Nouakchott jusqu'au 29 octobre en cours.

Mercuriale

Les prix des fruits et légumes, inaccessibles !

Les prix des fruits et légumes ont enregistré une hausse considérable ces derniers jours. En se rendant aux marchés des fruits et légumes de leurs quartiers en cette fin de semaine, les ménagères qui espéraient faire leur approvisionnement en légumes ont été sidérées par les prix affichés, sans parler de la qualité. Tout d'abord, le légume phare de la table algérienne, la pomme de terre, est cédée à pas moins de 80 DA avec une qualité douteuse et une senteur de pesticide. Selon un marchand, il s'agit de pomme de terre qui était stockée. Cette hausse du coût du légume le plus consommé par les Algériens n'a pas laissé indifférents les chefs de ménages. Cette situation devra s'étaler jusqu'au mois de novembre, début de la récolte de l'arrière-saison. Selon un marchand de légumes, «cette hausse est due à la période creuse de la production. L'essentiel de la

consommation entre août et octobre provient de la production stockée entre mai et juillet. Celle-ci couvre la consommation jusqu'à l'arrivée sur le marché de la primeur de l'hiver. C'est donc la période la plus difficile de l'année, celle qui voit traditionnellement les prix flamber. Selon notre interlocuteur, «la première récolte de la pomme de terre primeur est attendue pour le mois de novembre, alors que la pomme de terre de la réelle saison (celle cultivée en été) sera récoltée vers la fin du mois de décembre. Il y a aussi la pomme de terre extra primeur (nouvelle récolte) qui est relativement moins chère. Cette pomme de terre est cultivée, notamment dans les zones côtières comme Mostaganem et Tipasa, entre autres. A Oran, il n'y a pas de grandes superficies consacrées à cette pomme de terre», ajoute notre interlocuteur. Le prix relative-

ment élevé de la pomme de terre a entraîné vers le haut tous les autres produits : la tomate est autour de 140 DA. Même l'oignon a dépassé le seuil des 50 DA. «Ce qui justifie en premier lieu cette flambée est le fait que la plupart des légumes exposés sur les étals sont hors saison.

La tomate, le piment, le poivron, les haricots verts sont des produits de la serre», indiquent les commerçants. «En l'absence d'une politique de régulation et de protection des consommateurs, les chefs de familles se retrouvent livrés à eux-mêmes.

La courgette, coqueluche des couscous, a vu son prix de vente osciller, selon le calibre et la fraîcheur, entre 100 et 120 DA le kilogramme. La laitue, salade verte, est cédée actuellement à 80 et 100 DA, les carottes et les aubergines atteignent les 100 DA, pendant que les hari-

cots verts tutoient les 160, voire 180 DA le kilo. La flambée a touché aussi les autres légumes, à l'instar du piment et du poivron (100 DA), le concombre (80 DA), le chou-fleur (130 DA). A cette facture salée s'ajoutent les prix des fruits dont la majorité est au-dessus des 250 DA.

Le raisin, les pommes, les poires, étaient tous intouchables. Ils faisaient respectivement, hier, 300, 350 et 300 DA. L'augmentation des prix des fruits, qui est tout de même importante en Algérie, n'est pas aussi choquante pour les consommateurs. «L'Algérien a pris maintenant l'habitude de se passer des fruits», a souligné amèrement un marchand. Interrogés par nos soins au sujet de cette flambée, de nombreux commerçants ont mentionné que cette augmentation est justifiable.

R. D.

Sûreté nationale - Blida

Le colonel Mustapha Lahbiri préside une sortie de 10 promotions de lieutenants et d'agents de police

Le directeur général de la Sûreté nationale, le colonel Mustapha Lahbiri, a présidé, jeudi dernier, à l'Ecole d'application de la Sûreté nationale Abdelmadjid-Bouzbid de Soumaâ à Blida, une cérémonie de sortie de 10 promotions de lieutenants et d'agents de la police.

Dans son allocution d'ouverture de la cérémonie, le directeur de l'Ecole, le commissaire principal, Mezlioui Djamel, a indiqué que «toutes les promotions sortantes des différentes écoles de la police, à l'échelle nationale, ont bénéficié d'une formation théorique et appliquée qui les habilite à accomplir leur devoir avec tout le professionnalisme requis». Il a, aussi, souligné l'importance du soutien assuré au volet formation du corps de la Police nationale, afin de pouvoir investir, a-t-il dit, dans le développement des compétences et attitudes de sa ressource humaine, de manière à garantir son rendement professionnel, tout en renforçant le travail de proximité et la coopération avec les autres corps sécuritaires, dans l'objectif d'une meilleure lutte contre la criminalité. «Ce niveau supérieur atteint aujourd'hui par le corps de police a été possible grâce à l'intérêt particulier accordé, à ce corps, par

le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, qui n'a pas ménagé d'efforts pour promouvoir cette institution au rang des polices développées, de par le monde», a encore ajouté le directeur de l'Ecole d'application de Soumaâ. Il a, en outre, appelé les nouveaux diplômés à accomplir leur devoir avec professionnalisme, «dans le respect de la déontologie professionnelle, des droits humains, et de la justice, tout en faisant prévaloir l'action préventive sur l'action dissuasive». Les promotions sortantes relevant de différentes écoles, englobent 633 lieutenants de police (dont 195 éléments féminins) et 2599 agents de police, soit un total de 3232 nouveaux diplômés, issus d'une dizaine d'écoles de la Police nationale. Ces promotions ont été baptisées du nom du martyr du devoir national, le commissaire divisionnaire Mahmoudi Ahcène, né le 11 février 1942 à Collo (Skikda). Il fut militant du Front de

libération nationale de 1960 à 1962, avant d'intégrer les rangs de la Police nationale en avril 1963. Il exerça dans de nombreuses wilayas du pays, son dernier poste fut Blida,

au mois d'août 1994. Il fut lâchement assassiné dans une attaque terroriste à La Casbah d'Alger, le 16 novembre 1994.

Arab M.

Sûreté d'Alger - Campagne nationale du don de sang Les agents du groupement de la protection et de la sécurité à Bachdjerrah y participent

Les agents de la sûreté, tous grades confondus, ont participé, au niveau du groupement de la protection et de la sécurité à Bachdjerrah (Alger), à la 3^e campagne nationale du don de sang qui se poursuit jusqu'au 27 octobre au niveau des différents sièges de la Sûreté d'Alger. Troisième du genre, après celles organisées mars et juin derniers à l'occasion de la Journée internationale du don de sang, cette campagne a connu un afflux important des éléments de la Sûreté nationale. L'opération a été encadrée par une équipe médicale relevant de l'hôpital de Kouba en coordination avec le service de la santé, de l'action sociale et des sports à la wilaya d'Alger. A cette occasion, le Dr Bouteraa Rabeh de la clinique du même groupement (Bachdjerrah) a déclaré que «cette campagne est ancrée dans l'esprit des agents et constitue une contribution efficace en matière de solidarité avec les patients, notamment ceux atteints de maladies chroniques», ajoutant qu'en sus de ses fonctions «l'élément de la sûreté demeure un être humain et un citoyen solidaire avec ses concitoyens à tout les

moments». Pour sa part, le cadre de la cellule de communication et de relations publiques à la Sûreté d'Alger, le lieutenant Mehdi Laïchaoui a précisé à que cette initiative vient concrétiser les valeurs de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) visant la consécration de l'esprit de solidarité avec toutes les franges de la société en coordination avec l'Agence national du sang (ANS) et la Fédération algérienne des donneurs de sang (FADS). A l'occasion de la Journée nationale du donneur de sang, coïncidant avec le 25 octobre de chaque année, les services de la sûreté d'Alger ont mobilisé tous les moyens matériels et humains pour la réussite de la 3^e édition de la campagne nationale de don du sang, organisée de la DGSN. A rappeler que les services de la DGSN ambitionnent, à travers cette initiative, à collecter plus de 15 000 poches de sang afin de les distribuer aux différents hôpitaux publics, sachant que depuis le lancement de cette opération en 2008, plus de 100 000 poches de sang ont été collectées.

Houda H.

Tizi-Ouzou

Plus de 13 000 bovins vaccinés contre la fièvre aphteuse

Plus de 13 000 bovins du cheptel de la wilaya de Tizi-Ouzou, ont été vaccinés contre la fièvre aphteuse, depuis le lancement de la campagne de vaccination le 8 octobre courant, a-t-on appris de l'inspecteur vétérinaire de wilaya, le Docteur Maïdi Nourredine. La wilaya de Tizi-Ouzou a reçu un quota de 60 000 doses de vaccins anti-aphteux pour faire

face à cette maladie animale et stopper sa propagation et prévenir la contamination d'autres bovins, a indiqué ce même responsable qui a indiqué que le nombre de foyers déclarés au niveau de la wilaya est de 13 répartis sur 11 communes. Cette campagne de vaccination est prise en charge par 32 vétérinaires privés, mandatés pour prendre en charge le cheptel de 42 communes de la wilaya et la vaccination du cheptel du reste des localités au nombre 25, est confiée à des vétérinaires du secteur public, a ajouté le Dr Maïdi. Il a observé que parallèlement à cette opération anti-aphteuse, une vaccination du cheptel contre la rage est aussi assurée par ces vétérinaires, la wilaya ayant reçu un total de 42 500 doses à cet effet. Depuis l'apparition l'été dernier, du premier foyer dans la localité de Mekla avec 9 animaux contaminés, la maladie n'ayant touché jusqu'à présent que les bovins, des mesures ont été prises pour éviter la circulation du virus dont un arrêté du wali portant interdiction de déplacement des animaux et fermeture des marchés de bétail, les animaux ne pouvant être déplacés que de l'étable vers l'abattoir, a-t-on indiqué de même source. L'inspecteur vétérinaire de wilaya a souligné que le nombre total de cas de fièvre aphteuse déclarés au niveau de la wilaya depuis l'apparition de cette maladie est de 85 dont 56 bovins ont été concernés par l'abattage sanitaire. S'agissant des cas de mortalité enregistrés, il a rappelé que ces cas ne sont pas pris en charge dans le cadre du remboursement qui ne concerne

que les bovins ayant subi un abattage sanitaire ajoutant que cette opération d'abattage est arrêtée depuis le lancement de la campagne de vaccination. Le Dr Maïdi a invité les éleveurs à observer avec rigueur, les consignes et mesures de prévention sanitaires qui leur ont été donnés par les services de l'inspection vétérinaire et de la Direction de services agricoles (DSA) au titre de campagne de proximité lancée depuis l'apparition de cette maladie, pour arrêter la propagation du virus Il s'agit entre autres consignes de la désinfection des exploitations touchées, éviter la fréquentation des marchés de bétails, ne pas acheter du foin de n'importe où sans connaître son origine, éviter la pénétration d'étrangers à l'intérieur de l'exploitation, réserver une tenue propre à l'exploitation pour les intervenants (inséminateurs, éleveurs, vétérinaires). Il est aussi demandé aux éleveurs de réserver un espace spéciale à l'extérieur de l'exploitation aux collecteurs de lait afin d'éviter que ces derniers transportent le virus, et mettre en place des bassins de désinfection pour désinfecter les chaussures et les véhicules à l'entrée des exploitations. Ce même responsable a précisé que la fièvre aphteuse est une maladie purement animale est n'est pas une zoonose transmissible à l'homme. Il n'y a donc aucune crainte à consommer les viandes rouges et produits laitiers. soulignant que cette maladie quand elle ne tue pas l'animal, mais cause des pertes économiques en engendrant des chutes de production que ce soit en lait ou en viande.

• Leishmaniose

Pour la mise en place d'une lutte préventive continue

Des médecins et spécialistes ont recommandé, jeudi, lors d'une rencontre à Tizi-Ouzou, une lutte préventive continue contre les insectes et animaux vecteurs de leishmaniose et contre l'insalubrité publique. Intervenant lors des 8^{es} journées de formation continue, ayant pour thème «la leishmaniose», organisées par le Centre hospitalo-universitaire Nedir-Mohamed de la ville des Genêts, le Pr Hamrioui et les Dr Abderrahim, Mohand Saïd et Seklaoui, ont observé que la lutte contre cette maladie doit être menée de manière continue pour éradiquer les foyers des insectes et rongeurs qui transportent le virus, à travers, notamment des opérations de dératisation et de démoustication et par la lutte contre les décharges et dépotoirs anarchiques. Le Pr Boussad Hamrioui, spécialiste en parasitologie et épidémiologie au CHU Mustapha-Bacha d'Alger, a relevé qu'un «minimum de 6000 à 7000 cas/an de leishmaniose, sous ces deux formes viscérale et cutanée, sont enregistrés au niveau nationale», précisant que les campagnes de luttes menées de manière sporadique «ne permettent pas d'obtenir des résultats satisfaisants, d'où la stagnation de la situation et du nombre des cas signalés annuellement». Le Dr Seklaoui du CHU Nedir-Mohamed, qui s'est intéressée à dix cas de leishmaniose cutanée enregistrés dans la wilaya de Tizi-Ouzou, originaires des localités de Mekla, Aïn El Hammam, Makouda et Bouhinoune, a observé que «des études sur le terrain doivent être effectuées pour l'identification d'autres réservoirs des leishmanies (parasite des cellules endothéliales des tissus et organes et, parfois, des leucocytes)». L'intervenante a, par ailleurs, observé que l'identification des espèces de leishmania «est d'une grande importance. Ceci nécessite donc la mise en place d'une animalerie et de moyens de diagnostics plus performants dans les laboratoires».

Batna

10 unités de production mises en service entre juillet et septembre 2018

Le secteur d'investissement productif a été renforcé dans la wilaya de Batna par la mise en service de dix unités de production entre juillet 2017 et septembre 2018, a indiqué, jeudi, le wali Abdelkhalek Sayouda.

Exprimant lors des travaux de la 3^e session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), le même responsable a précisé que ces unités de production ont permis de générer 3250 postes d'emploi, relevant que les secteurs d'activités concernent le montage de véhicules et de bus, les matériaux de construction, l'agroalimentaire, les énergies renouvelables, et le recyclage du plastique. Neuf autres unités de production spécialisées dans le montage des équipements électroniques, le marbre, la transformation du verre et le recyclage des huiles usagées «en voie d'exploitation», contribueront également à la création de plus de 3700 postes de travail, selon le même responsable. Il a ajouté dans ce même contexte qu'une usine de production des produits d'acier sera mise en service vers la fin de l'année 2019 et devra permettre d'offrir 900 postes d'emploi permanents. Le même responsable a détaillé que cinq zones d'ac-

tivités ont été créées ces dernières années dans les communes d'El Madher, Barika, Zana Beïda, Segana et Djezzar, en plus de l'aménagement de la seconde partie de la zone d'activité de Djerma avec l'objection de réunir les conditions requises pour l'investissement. Les efforts déployés dans la wilaya de Batna, ont visé l'encouragement de l'investissement économique par la création d'une zone d'activité destinés aux privés à la région de Deraâ Bensebah, dans la localité de Tazoult, érigée sur une superficie de 186,78 hectares, a encore rappelé la même source, affirmant que cette zone qui abritera 12 projets d'investissement portant création de 3800 emplois.

Affirmant que Batna était devenue «un pôle leader dans la production du céramique», Sayouda a cité les opérations d'exportations de cette matière vers la Jordanie, la Libye et la Mauritanie entamées dernièrement.

Amazigh A.

Constantine

Démolition de 13 habitations achevées et 24 fondations en béton à Aïn El Bey

Pas moins de 13 habitations achevées et 24 fondations en béton, érigées sans permis de construire ont été démolies à Aïn El Bey, dans la commune d'El Khroub (Constantine), a-t-on constaté. Sadek Sebia, chef de la daïra d'El Khroub, a affirmé que l'opération, lancée, aujourd'hui, a nécessité la mobilisation près de 50 agents et plus de 10 engins appartenant à des entreprises publiques à caractère industriel et commercial, aux services de la commune et à plusieurs secteurs publics. Le même responsable a également précisé que cette opération s'inscrit dans la perspective de mettre un terme à toute forme

d'atteinte aux biens de l'Etat, et de préserver le cachet architectural de la daïra d'El Khroub, rappelant que la construction d'habitations sans permis de construire, octroyés par les services compétents, se traduit par une absence de contrôle technique par les services concernés, ce qui risque de provoquer des pertes matérielles et humaines en cas de catastrophe naturelle et de dangers majeurs. La même source a fait savoir, en outre, que la démolition s'est déroulée dans des conditions «normales», en coordination avec la Société de distribution d'électricité et de gaz «Sonelgaz», les services de la Seaco

ainsi que ceux de la Protection civile et de la Gendarmerie nationale. Pour rappel, le wali de Constantine, Abdessamie Saïdoune, avait précédemment affirmé à la presse, que deux opérations de démolition de constructions illicites sont prévus au niveau de deux régions de la wilaya.

Il est à noter que lundi dernier, pas moins de 62 constructions réalisées sans permis de construire ont été démolies dans le quartier El Berda, sur les hauteurs de Constantine, comme première étape des opérations de démolition des habitations illicites.

M. El-Hadi

Guelma

Distribution de 305 logements de différentes formules

Pas moins de 305 logements de différentes formules répartis sur 20 communes ont été attribués à leurs bénéficiaires dans la nuit du jeudi à vendredi dans la wilaya de Guelma. Une cérémonie de distribution symbolique a été organisée à la salle de conférence au niveau du siège de la wilaya au profit de 48 bénéficiaires de logements publics locatifs (LPL), logements promotionnels aidés (LPA) et habitat rural.

Le chef de l'exécutif a indiqué que le quota global de logements distribués au niveau de Guelma, à l'occasion du 64^e anniversaire du déclenchement de la Guerre de Libération nationale totalise 200 aides financières pour l'habitat rural, 60 unités LPA, ainsi que 45 autres LPL. Le même respon-

sable a précisé que les communes concernées par cette opération sont Medjez Safa, Ben Djerah, Oued Zenati, Bordj Sebat, Aïn Makhrouf, Aïn Laarbi, Tamlouka, Bouchegouf, ainsi que Rass Laagba, Aïn Regada, Djebala Khmissi, Bouhamden, Aïn Sandal, Bouhchena, Hamam Debagh, Roknia, Hamam Nebaél, Dehwara, Oued Cheham et Guelma. Il a ajouté que ce quota s'inscrit dans le cadre du «grand programme visant l'élimination de la crise du logement» dans cette wilaya, conformément aux instructions du président de la République dans le but d'améliorer les conditions de vie des citoyens, ajoutant que l'année 2019 sera «l'année de distribution de logement par excellence» à travers les 34 communes de la wilaya de Guelma.

El Tarf

Attribution de 878 logements et décisions d'aides au logement rural

Une cérémonie de distribution de pas moins 878 logements et aides au logement rural a été organisée, dans la soirée de jeudi à vendredi, à El Tarf, en présence des autorités locales et des bénéficiaires résidant dans les communes de Besbes et Aïn Assel. Une ambiance particulière a marqué la cérémonie de remise des clés à 397 bénéficiaires de logements publics locatifs (LPL) ainsi que 481 décisions d'aide à l'habitat rural. Aussi, 80

familles, qui résidaient auparavant dans des habitations précaires à proximité de l'oued Besbes ont été relogées dans des appartements sociaux flamboyant neuf, dès les premières heures du jeudi, dans la joie des heureux bénéficiaires, dans la cadre de la même opération de distribution de logements. A cette occasion, le wali d'El Tarf, soulignant les efforts consentis par l'Etat en matière de logements, notamment et l'amélioration des

conditions de vie des populations, a rappelé l'attribution, depuis le début de l'année 2018, de pas moins de 1882 logements, au profit de bénéficiaires des 24 communes de la wilaya ainsi que 1088 décisions d'aides à l'habitat rural. Un total de 3280 logements dont 575 pré-affectations et 2705 logements dans différentes formules sera également attribué «avant la fin de l'année 2018», dans les communes de Besbes, Chatt et Ben M'Hidi.

• Skikda

Distribution de 1078 logements tous segments confondus

Au total, 1078 logements, tous segments confondus, ont été distribués, jeudi soir, dans la wilaya de Skikda lors d'une cérémonie présidée par les autorités locales. Cette opération organisée au niveau du cabinet du wali a suscité une grande satisfaction chez les citoyens qui ont pris possession des clés de leurs logements, longuement attendus. Cette opération concerne 198 logements promotionnels aidés (LPA) dans les communes de Mdzjed Edchich, Sidi Mezghiche et El Hadaiek, ainsi que 880 aides au logement rural à travers toutes les communes de la wilaya. Les services de la wilaya ont également annoncé la distribution, dans les prochains jours, d'un quota de 2030 logements de différentes formules, à l'occasion du 64^e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de Libération. Cette opération fait partie d'un programme de distribution de logements qui se poursuivra jusqu'à la fin du mois de décembre, avait indiqué le wali de Skikda, Hadjri Derfouf au début du mois d'octobre, affirmant qu'environ 6000 unités de différentes formules seront attribuées à leurs bénéficiaires avant la fin de l'année en cours et concernera toutes les communes de la wilaya, les habitants de plusieurs bidonvilles, de la vieille ville de Skikda et tous les citoyens vivant dans des conditions difficiles. Par ailleurs, au cours du mois de décembre prochain, plus de 4000 logements seront distribués dans la nouvelle ville de Bouzaâroura, dans la commune de Filfila (à l'Est de Skikda), selon de précédentes déclarations du wali. Il s'agit de 2800 unités en location-vente (AADL) et 1500 logements publics locatifs (LPL) répartis entre les résidents des habitations précaires de Zefzef, ceux de la vieille ville, et tous ceux qui vivent à l'étroit, et ce, en plus d'autres logements relevant du Fonds national de péréquation des œuvres sociales.

• Tébessa

Prise en charge depuis janvier dernier de 80 nouveaux cas de cancer du sein

Pas moins de 80 nouveaux cas de cancer du sein confirmés ont été enregistrés et pris en charge dans la wilaya de Tébessa depuis le début de l'année en cours, a indiqué le directeur de la santé et de la population, Lazhar Guelfen.

Le même responsable a précisé, ce jeudi, à la presse, que 214 nouveaux cas souffrant de pathologies cancéreuses ont été enregistrés dans la wilaya de Tébessa au cours de la même période, dont 80 cas de cancer du sein, considéré comme le plus répandu chez les femmes, soulignant que ces patientes ont été prises en charge au niveau des différents établissements de santé de la wilaya.

Le registre du cancer de la wilaya de Tébessa a recensé depuis l'année 2014, près de 1114 personnes atteintes de tumeurs cancéreuses dont 436 cas de cancer du sein, a encore détaillé le même responsable, signalant que ce registre constitue «une base de données» pour identifier les patients atteints de différentes pathologies cancéreuses, l'évolution de leurs cas, les différentes étapes de leurs traitements, ainsi que la prévalence et l'étendue des tumeurs et cancer dans la wilaya. Concernant la campagne de sensibilisation et de dépistage précoce du cancer, notamment du sein et col de l'utérus, lancée dès le début du mois en cours, Guelfen, soulignant «un taux de participation remarquable» des femmes de différentes régions, a salué les efforts déployés par le personnel médical et paramédical local, en particulier dans la spécialité de la gynécologie.

Pour rappel, le secteur de la Santé a lancé une vaste campagne de sensibilisation en coordination avec divers secteurs, depuis début du mois d'octobre, visant la sensibilisation des différents segments de la société sur la maladie, et l'importance de contacter les établissements de santé pour bénéficier du dépistage gratuit.

Oran

30 milliards de centimes consacrés aux grandes opérations d'embellissement de la ville

Les élus de la commune d'Oran ont délibéré sur une convention du FCCL (Fonds commun des collectivités locales) d'un montant de 30 milliards de centimes consacrés aux grandes opérations d'embellissement de la ville.

D'autres conventions non moins importantes ont été approuvées dont celles portant sur un montant de 2,6 milliards destiné au financement de l'installation des chauffages dans les écoles et 30 milliards de centimes pour la prise en charge d'une partie des dettes communales. Il a été décidé, en outre, de passer à la révision tarifaire des contrats de location des biens communaux, notamment à caractère commercial. La nouvelle politique de l'exploitation et développement de ses ressources financières a permis à la commune d'Oran de rééquilibrer son budget. En effet, son déficit a nettement reculé cette année en passant de 106 milliards de centimes en 2015 à 22 milliards en 2018 alors qu'il avait été estimé en 2016 à 60 milliards et en 2017 à 40 milliards de centimes. Ainsi, l'on croit savoir que les recettes communales inhérentes à l'exercice de 2017 font état d'un montant de 406 milliards de centimes générés de la fiscalité, 57 milliards correspondant au rendement de l'exploitation du patrimoine communal et 43 milliards collectés du paiement de la taxe d'assainissement, sachant que la commune a bénéficié d'une subvention de 76 milliards de centimes, totalisant l'aide accordée par la wilaya et le FCCL. Pour illustrer l'im-

portance de l'effort déployé par l'APC en vue de développer ses ressources financières et valoriser son patrimoine, le président de la commission des finances avait expliqué dans une déclaration précédente à notre journal que le budget de l'APC d'Oran avant la crise financière (2014-2015) ne dépassait pas les 13 milliards contre 83 milliards grâce aux mesures décidées par l'assemblée. Dans ce même registre, l'Assemblée communale sortante, qui a vu la réélection de son président pour un nouveau mandat, avait décidé d'une série de mesures visant à augmenter les ressources financières de la ville. Dans ce registre, les élus ont adapté des anciens textes avec les dispositions de la loi de finances, ce qui va leur permettre de procéder au recouvrement de la taxe sur les plaques professionnelles. Ainsi ce sont, désormais, les secteurs urbains qui vont prendre en charge l'opération de recouvrement de cette taxe générée de l'affichage des plaques de l'activité professionnelle libérales, à l'instar des cabinets de médecins, d'avocats et des commissaires aux comptes. L'autre mesure prise par l'exécutif sortant est relative à l'augmentation de droits de la table à hauteur de 50% et dont le montant varie entre 400 et 800 DA/jour en fonction de l'en-

droit. L'Assemblée communale avait, aussi, délibéré sur une décision permettant au trésorier de la commune de percevoir les droits de l'affichage urbain à caractère publicitaire. Cette délibération devait permettre à la commune le recou-

vrement d'un passif de créances estimé à 28 millions de dinars et la réalisation d'une recette supplémentaire de l'ordre de 100 millions de dinars par an.

Lehouari K.

Aïn Témouchent

Le nouveau scanner à l'hôpital Dr-Benzerdjeb bientôt installé

L'établissement hospitalier Dr-Benzerdjeb a acquis un nouveau scanner en vue de satisfaire la demande de plus en plus importante, des malades qui ont besoin de cet appareil très important pour les radios. L'ancien appareil étant en panne, la direction dudit hôpital a été contrainte d'acquiescer un nouveau scanner pour pouvoir

répondre à la demande des malades qui viennent de tous les coins de la wilaya et parfois des wilayas avoisinantes. Ainsi, cet appareil devra renforcer le plateau technique et améliorer les prestations médicales des patients. Le premier responsable de l'établissement hospitalier, Zerdaoui Abdelhamid dira, dans ce sens : «Le nouveau scanner sera installé dans quelques jours et les négociations sont en cours pour l'acquisition d'un nouveau matériel médical d'imagerie par résonance magnétique (IRM).» Au sujet des patients programmés pour bénéficier de la chirurgie ophtalmologique dont un grand nombre affectés par la cataracte et qui attendent leur tour pendant de longs mois (arrêt des opérations à cause du manque de matériel), ce responsable a également affirmé que le matériel est arrivé à l'établissement et que les interventions chirurgicales commenceront cette semaine. Certainement, cette nouvelle dissipe le doute et restaure l'espoir chez les dizaines de patients et de surcroît ceux de la catégorie des démunis ou aux revenus très limités.

Chlef

Opération de reboisement de la forêt urbaine de Kefafsa

Proposée pour devenir un site récréatif, la forêt de Kefafsa, surplombant la ville de Chlef et longeant l'autoroute Est-Ouest, a fait l'objet, jeudi, d'une nouvelle action de reboisement à laquelle ont pris part des éléments de la Conservation des forêts, des Douanes, de la police, de la gendarmerie, de la Protection civile, ainsi que les scouts, des associations de l'environnement et des chasseurs. L'événement, encadré par les cadres de la Conservation

des forêts, a connu un véritable engouement permettant la plantation de pins d'Alep dans un cadre enchanteur. C'est la deuxième opération du genre organisée à cet endroit, appelé à devenir une forêt récréative pour la population locale. L'initiative ne manquera certainement pas de réjouir les familles chelifiennes, qui auront ainsi un espace de loisirs magnifique, avec une vue imprenable sur la plaine du Cheliff et les monts de l'Ouarsenis. Un autre site forestier

situé entre Chorfa et El Hassania, au sud-ouest de la ville de Chlef, le long de la liaison autoroutière, devrait être aussi à usage récréatif, selon les services des forêts. Cependant, il reste à définir le cadre organisationnel pouvant permettre de gérer et de protéger ces espaces naturels. On ne veut pas revivre l'exemple désolant des espaces forestiers du littoral et du massif de Bissa, qui ont été transformés en dépotoirs par les visiteurs.

Brèves

* 13 candidats à l'émigration clandestine interceptés au large de Bouzedjar (gardes-côtes), les éléments des gardes-côtes relevant du port de Bouzedjar (AïnTémouchent) ont déjoué une tentative d'émigration clandestine en interceptant 13 personnes en mer, a-t-on appris auprès de ce corps constitué. L'opération a eu lieu suite au repérage d'une embarcation pneumatique à 1,5 miles marins, au large de la plage Sassel (Ouled Boujemaâ), ce qui a permis d'intercepter les 13 candidats à l'émigration clandestine qui voulaient atteindre les côtes espagnoles, a précisé la même source, faisant état de la saisie de l'embarcation pneumatique et du moteur utilisé par les candidats. Les passagers interceptés (21-33 ans) ont été conduits à la base maritime du port de Bouzedjar pour finaliser les procédures judiciaires adoptées dans ce genre de situation, avant de comparaître devant les instances judiciaires, a-t-on ajouté.

* De nombreuses activités ont été organisées à travers la wilaya de Tlemcen pour célébrer la Journée nationale de l'arbre. Des arbres ont été plantés aux alentours du barrage de Tizi, dans la commune frontalière de Béni Boussaïd. De dizaines d'élèves de cette commune ont pris part à cette opération. Sur le même site, la Conservation des forêts et toutes les structures dépendantes du secteur, comme le centre cynégétique de Zarifet, la réserve de chasse de Moutass et le parc national, ont organisé une exposition de leurs diverses activités dans le but de vulgariser leurs actions visant à préserver, améliorer et développer la faune et la flore dans la wilaya de Tlemcen. La célébration de cette journée a été également marquée par des conférences de sensibilisation sur l'importance des arbres et des forêts, organisées dans des établissements scolaires en plus de la sensibilisation de la population riveraine, le nettoyage des espaces forestiers et des visites guidées au profit des élèves aux différentes structures du secteur.

* Pas moins de 13 quintaux et 58 kg de déchets de cuivre ont été saisis, jeudi, à Oran, par les services du groupement territorial de la Gendarmerie nationale, a-t-on appris, vendredi, de ce corps de sécurité. Agissant sur renseignements, parvenus à la brigade locale de Sidi Chahmi (sud d'Oran), faisant état de l'existence d'un dépôt, contenant une quantité de déchets de cuivre, les gendarmes se sont rendus sur le lieu où ils ont découvert ladite quantité. Cette marchandise aurait été destinée à la contrebande. L'enquête se poursuit sur cette affaire pour élucider ses tenants et aboutissants, a indiqué la même source.

Ouargla

Attribution de plus de 3500 logements de différentes formules

Un total de 3503 unités de logements de différentes formules de construction a été attribué, ce jeudi, dans la wilaya d'Ouargla dans le cadre de la célébration du 64^e anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1^{er} Novembre 1954.

L'opération, présidée par le wali d'Ouargla et le wali délégué de Touggourt (160 km d'Ouargla), en présence de nombreux bénéficiaires et de leurs familles, a été marquée par une remise symbolique de 300 titres d'attribution de ces logements. Le quota attribué englobe 219 logements de type public locatif (LPL), 80 unités de type promotionnel aidé (LPA), 805 aides à l'habitat rural, 500 autres dans le cadre de la restauration de bâtisses et 1899 attributions de lots de terrains à bâtir dans le cadre des lotissements sociaux et ce, au titre d'une opération d'envergure à travers le pays initié sous le haut patronage du président de la République. Les logements de type LPL sont répartis entre les communes de Mégarine (62 unités), Hassi Benabdallah (53), Sidi Khouiled (42), Aïn El Beïda (40) et El Hedjira (22). Ce quota de LPL figure parmi un total de 20 000 unités du type dont a bénéficié la wilaya dans le cadre du dernier programme quinquennal de développement et dont près de 15 000 unités ont été finalisées et des

milliers d'autres sont en chantier et à des taux d'avancement divers, a affirmé le directeur de l'Office de promotion et de gestion immobilières (OPGI) d'Ouargla, Youcef Hamdi, en marge de la cérémonie. Une tranche de 3000 logements de ce même type de construction, finalisée et en phase de raccordement au réseau d'électricité, devra être attribuée à leurs bénéficiaires dans les prochains jours, a-t-il également annoncé. S'agissant des logements de type LPA, la wilaya a bénéficié d'un programme quinquennal 2010-2014, dont 495 unités ont été finalisées et 134 autres sont en cours de réalisation et ce, en plus de 500 autres unités lui ayant été accordées en 2018, a fait savoir de son côté le directeur du logement de la wilaya, Rachid M'hamdi. En ce qui concerne les aides rurales, la wilaya s'est vu octroyer entre 1999 et 2016 pas moins de 33 350 aides, dont les travaux de 28 900 unités ont été achevés et ceux de 1021 autres sont en cours de réalisation, a poursuivi

M'hamdi, tout en signalant aussi l'inscription en 2017 d'une opération totalisant 2000 unités. La wilaya d'Ouargla compte 91 lotissements sociaux couvrant une

superficie cumulée de 833 hectares et englobant 17 353 lots de terrains à bâtir, selon le même responsable.

Kadiro Frih

El Oued

L'exploitation des eaux d'élevage aquacole dans l'irrigation agricole est impérative

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazghi, a mis l'accent dans la wilaya d'El Oued sur l'exploitation des eaux des bassins d'élevage aquacole, riches en matières organiques, dans l'ir-

rigation agricole. «Les agriculteurs sont appelés à exploiter les eaux des bassins d'élevage aquacole dans l'irrigation agricole dans le cadre de la pisciculture intégrée à l'agriculture, eu égard à leur richesse en matières organiques, utiles à la réalisation d'un produit agricole - Bio - », a indiqué le ministre lors de l'inspection des activités aquacoles au niveau d'une exploitation agricole privée dans la commune d'El Morrara, daïra de Djamaâ. Bouazghi a ainsi appelé à encourager les agriculteurs à développer les activités aquacoles pour créer une richesse alternative contribuant au développement de l'économie nationale et à assurer l'auto-suffisance en poissons dans le sud du pays, au regard des résultats «encourageants» obtenus ces dernières années par certaines exploitations. Par souci de booster l'investissement dans la wilaya, le ministre a appelé à hâter les études des dossiers en suspens portant investissement et demandes de terrains pour le développement des activités agricoles et aquacoles, soulignant, à ce titre, que cette orientation fait partie des missions de l'administration pour accompagner et encourager les promoteurs et aplanir les contraintes entravant la concrétisation de leurs projets. S'agissant de la superficie de 8000 hectares, retenue à travers cinq communes de la région d'Oued Righ (nord d'El Oued), pour la

production de semences de pomme de terre, Bouazghi a mis en avant l'importance de l'accélération de l'aménagement des superficies par l'ouverture de pistes d'accès et le raccordement au réseau d'électrification agricole. Sur site, le ministre a suivi un exposé succinct sur les activités aquacoles, totalisant 39 bassins d'élevage ensemencés de 10 000 alevins qui devront passer, à l'horizon 2020, à 50 bassins d'élevage aquacole. Selon l'exposé présenté à la délégation ministérielle, la wilaya renferme de grandes potentialités susceptibles de contribuer au développement de la filière aquacole, dont le canal d'Oued Righ, long de 136 km, et Chott Merouane devant servir, au vu de ses caractéristiques, de site d'ensemencement de l'espèce de poisson Gambusia. Implantée dans la commune d'El Morrara (140 km nord-ouest d'El Oued), l'exploitation agricole «Mâazouzi», couvrant une superficie de 53 ha, active dans les segments de la culture maraîchère (26 ha), la céréaliculture (13 ha), la phœniciculture et l'oléiculture (15 ha), irrigués à partir de trois bassins servant également à l'élevage des espèces de poissons dont le Tilapia du Nil et le Gambusia. Le ministre devra présider, au terme de cette journée, une cérémonie de remise de titres d'attribution de logements, toutes formules de construction confondues.

Laghouat

Lancement prochain des travaux de 800 m de digue pour protéger la ville des inondations

Le ministre des Ressources en Eau, Hocine Necib, a annoncé, à Laghouat, le lancement prochain des travaux de réalisation d'un tronçon de 800 mètres linéaires de digue pour la protection de la ville de Laghouat des inondations. «Les travaux de réalisation d'un tronçon de 800 m de digue pour la protection de la ville de Laghouat des inondations seront lancés prochainement et seront suivis de la tranche restante longue d'un kilomètre», a affirmé le ministre lors de l'inspection de la zone dite «Khat El Oued» sur les berges de Oued M'zi, dans sa partie jouxtant le tissu urbain de la ville de Laghouat sur un linéaire global de 2,2 km. Un tronçon de 500 m a été jusqu'ici achevé pour permettre, après réception des dernières tranches, à la ville de Laghouat d'être à l'abri des inondations. Selon Necib, la finalisation des travaux de la digue de protection donnera lieu, par la suite, à l'aménagement des berges de l'oued avec des espaces verts et leur conversion en lieux de détente apportant ainsi une valeur ajoutée à l'aménagement urbain à la satisfaction des familles et citoyens. Pour ce faire, une étude technique vient d'être élaborée et l'enveloppe nécessaire a été dégagée, a soutenu le ministre, ajoutant que près

de 60% des inondations des villes sont provoquées par les oueds, en se référant à une étude technique peaufinée par un panel d'experts. Necib a indiqué, en outre, que «la nouvelle stratégie du gouvernement, liée à la lutte contre les inondations des Oueds, est en cours d'exécution avec le concours du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire et repose, dans sa première phase, sur le nettoyage des lits d'oueds», devenant souvent des dépotoirs d'ordures et des sites de réalisation de constructions anarchiques. Le nettoyage des oueds constitue une priorité pour les pouvoirs publics en vue de fluidifier les cours, en attendant le déblocage des enveloppes pour la réalisation de l'aménagement final, a-t-il ajouté. Mettant à profit la célébration de la Journée nationale de l'arbre, le ministre des Ressources en eau a donné le coup d'envoi d'une opération de mise en terre de 400 arbustes à proximité de la gare routière de Laghouat. Le ministre devra présider, au terme de sa visite dans la wilaya, une cérémonie de remise de titres d'attribution de logements, tous types confondus, et de lots de terrain à bâtir.

• El Bayadh

32 artistes attendus au 21^e Salon national d'arts plastiques

Trente deux artistes participeront au 21^e Salon national d'arts plastiques prévu à El Bayadh du 1^{er} au 3 novembre, a-t-on appris, ce jeudi, auprès de la Maison de la culture Mohamed-Belkheir, initiatrice du salon. Cette manifestation verra la participation d'artistes de 19 wilayas, selon Garsi Fadlaoui, conseiller culturel principal à la Maison de la culture, qui a indiqué que trois spécialités sont retenues : l'art islamique avec les miniatures, la calligraphie et l'aquarelle et la sculpture. Les participants exposeront leurs œuvres artistiques au titre d'un concours élaboré dans cette manifestation. A noter que le nombre d'œuvres artistiques exposées par un seul participant ne doit pas dépasser quatre. L'évaluation des œuvres est confiée à des artistes spécialisés. Le programme de cet événement culturel comporte plusieurs conférences sur ce genre d'arts qui seront animées par des spécialistes et des universitaires. En marge de ce salon qui vise à animer la scène culturelle dans la wilaya, un atelier de dessin pour enfants sera organisé au hall de la Maison de la culture outre une virée touristique à Boussemghoun à l'extrême-Sud de la wilaya.

Hadj M.

iFixit et Motorola s'associent pour fournir des kits de réparation

Motorola semble vouloir s'engager dans une voie plus responsable et écologique. En effet, la société vient de s'associer à iFixit afin de fournir à ses usagers de smartphones, un kit de réparation avec des pièces d'origine.

Motorola deviendrait-elle une entreprise écoresponsable ? On peut le penser, là où l'obsolescence programmée semble être la norme dans le secteur des Smartphones. La société américaine va donc proposer des kits de réparation pour ses téléphones, ce qui est complètement inédit dans le secteur. Une démarche qui devrait plaire aux consommateurs sensibles aux arguments de responsabilité sociale et environnementale des entreprises. Attention toutefois, cela s'adresse aux usagers plutôt bricoleurs, qui se sentent capables de remplacer une batterie voire un écran en sachant manier les pièces de

rechanges qui se trouvent dans ce kit de réparation. Donc si vous avez quelqu'un dans votre entourage pour qui les smartphones n'ont pas de secret, un smartphone Motorola pourra faire l'affaire. Pour pouvoir proposer ce kit de réparation à ses usagers, Motorola a noué un partenariat avec la société iFixit, un site spécialisé dans le démontage des smartphones et tablettes. Celle-ci vante ainsi les mérites de cet accord passé avec la firme américaine. iFixit estime ainsi que «Motorola donne l'exemple aux grands constructeurs pour adopter une attitude plus ouverte à l'égard des réparations. Si vous êtes un client Motorola, vous pouvez désormais envoyer votre

appareil défectueux directement à Motorola pour réparation, ou le réparer vous-même avec des pièces et des outils de la plus haute qualité». Vous retrouverez ainsi des outils et des pièces de rechange dans les 16 kits proposés, que l'on retrouve sur la boutique d'iFixit. Les prix de ces kits oscillent entre 40 et 200 \$, en fonction des pièces qu'il contient. A l'heure actuelle, on ne trouve que les kits avec batterie ou écran disponibles à la vente. Et les pièces détachées ne concernent pas les appareils les plus récents. Cela veut dire que ce sont les smartphones plus pris en charge par la garantie qui sont plus spécifiquement concernés.

En entreprise Windows 7 résiste à Windows 10

Même si Microsoft souhaiterait que les choses aillent plus vite, il est un fait que l'entreprise ne peut nier Windows 7 fait de la résistance et 1 PC d'entreprise sur 2 n'est toujours pas sous

Windows 10. Il s'agit d'un comble, pourtant malgré la fin de la prise en charge de Windows 7 en janvier 2020 par Microsoft, actée depuis plusieurs années.

Le système d'exploitation fait de la résistance et au mois de septembre il reprenait même un peu de poil de la bête (selon NetMarketShare) en passant d'une part de marché de 40,27% en août, à 40,88% en septembre. En parallèle, Windows 10 enregistrait une baisse en passant de 37,80%, à 37,44% sur la même période. Un constat plutôt gênant pour Microsoft qui souhaiterait en finir au plus vite avec Windows 7 pour imposer définitivement Windows 10. On imagine les grincements de dents au sein de Microsoft de voir qu'un OS de 2009, met encore sur la touche la dernière itération trois ans après sa sortie. Autre chiffre intéressant dévoilé par le PDG de la firme de Redmond en personne, le 24 octobre, Satya Nadella

expliquait que «plus de la moitié de la base de appareils professionnels est sur Windows 10». En gros, 1 PC d'entreprise sur 2 tourne donc toujours sur Windows 7 ou moins. Les grosses entreprises et les PME ne semblent pas courir pour migrer vers un nouvel OS, elles savent qu'elles pourront continuer à obtenir des correctifs de sécurité pour Windows 7 après la date limite du 14 janvier 2020, via des mises à jour payantes jusqu'en 2023. Un porte-parole de l'entreprise reprenait il y a peu les mêmes propos que Satya Nadella, déclarant : «Sur la base des données de Microsoft, nous pouvons voir qu'il y a maintenant plus de périphériques dans l'entreprise exécutant Windows 10 que toute

autre version antérieure de Windows». Quoiqu'il en soit, les fans des versions antérieures au moment du lancement d'une nouvelle version de Windows sont toujours nombreux à se moquer de ce genre de chiffres, arguant «qu'avant, c'était mieux» pendant de longues années, avant de finalement migrer eux-aussi. A titre d'exemple, à ce stade du déploiement de Windows 10, par rapport au comportement des anciennes moutures de l'OS, on est dans des proportions similaires puisque la bascule de XP à Windows 7 affichait un rapport de 45% contre 38% pour XP. Windows 10 dispose de 48% de la base utilisateurs et Windows 7 presque 39%. Des chiffres assez similaires donc, pas de quoi s'inquiéter...

Google confirme la limite de 10 000 photos pour ses Albums Live

Google propose un service très évolué pour gérer ses photos, Google Photos. Parmi les fonctionnalités, les Albums Live. Ceux-ci simplifient grandement la vie des utilisateurs photographes. Google Photos permet aux utilisateurs d'envoyer sur les serveurs de Google un nombre de clichés illimités pour peu qu'ils ne dépassent pas une certaine résolution. Si l'envoi et le stockage sont bien illimités sur Google Photos, les Albums Live Google, eux, sont limités à 10 000 photos par album. C'est une information qui n'avait pas été mentionnée, mais les utilisateurs l'ont assez rapidement découverte : l'album a bien une limite. Pour celles et ceux qui ne seraient pas au courant, Google utilise dans ses Albums Live l'intelligence artificielle pour vous aider à classer vos photos. Ainsi, si vous

sélectionnez certains visages/objets/personnes, chaque fois que vous les prenez en photo, ceux-ci seront automatiquement rangés dans les Albums Live. Certes, 10 000 photos est une limite assez haute. Rares sont ceux qui les atteindront, mais il est intéressant de savoir qu'il y a bien une limite. Une fois celle-ci atteinte, de nouvelles photos

ne pourront plus être ajoutées, les trier pourra alors vite devenir assez difficile, si vous prenez beaucoup et souvent de photos. Android Police propose le cas échéant de créer un nouvel album et de cocher l'option «ajouter automatiquement les photos». Et ceci n'est pas limité qu'aux seuls Albums Live, mais à tous les albums en général.

WhatsApp cède à la mode des stickers

Ce n'était qu'une question de temps, mais il fallait bien qu'un jour la messagerie WhatsApp cède à la mode des autocollants. La majorité des messageries proposent déjà des stickers, qui sont relativement populaires chez les plus jeunes. WhatsApp a donc comblé une lacune, si l'on peut dire, l'application de messagerie s'est enfin décidée à proposer les stickers. Pour ceux qui viendraient de faire une traversée du désert ces dernières années, les stickers sont ces images servant à illustrer une conversation afin de l'égayer avec autre chose que des émojis. Ces autocollants connaissent une grosse popularité sur de nombreux services. L'arrivée de cette nouveauté n'est pas vraiment une surprise, puisque Facebook avait évoqué l'arrivée des appels de groupe et des stickers lors de sa conférence F8 au mois de mai dernier. Il a simplement fallu attendre que les graphistes de chez WhatsApp créent quelques autocollants en s'associant avec des artistes. C'est donc pour satisfaire son milliard d'utilisateurs que WhatsApp s'adapte. Le point intéressant, c'est qu'il sera possible d'installer des packs d'autocollants sous la forme d'applications, directement depuis l'App Store ou le Play Store, selon le modèle de terminal dont vous disposez. Facebook semble donc s'être inspiré de ce qui se fait sur l'application «Messages» d'Apple pour ces stickers. Chaque sticker est en réalité une image de 512 pixels sur fond transparent. Rien de bien compliqué, il ne fait aucun doute que dans les mois à venir de nombreux packs de stickers verront le jour pour le meilleur et pour le pire de vos conversations sur WhatsApp. Actuellement, certains utilisateurs peuvent déjà poster des autocollants, le reste des utilisateurs verront cette nouveauté se démocratiser progressivement dans les semaines à venir.

Comment se protéger de la grippe saisonnière ?

La grippe saisonnière est une infection respiratoire d'origine virale, très contagieuse, elle se manifeste par des éternuements, une toux, un nez encombré, une grande fatigue, des frissons, une forte fièvre et des douleurs musculaires et articulaires.

Elle n'a généralement pas de conséquences graves, mais peut toutefois entraîner des complications importantes chez les personnes fragiles, à savoir, les personnes âgées ou atteintes de maladies chroniques, les asthmatiques et les enfants. Pour éviter d'attraper la grippe cet hiver, la prévention est capitale. La transmission de la grippe se fait le plus souvent par voie aérienne ou par contact direct. Ainsi, lorsqu'une personne grippée parle, tousse ou éternue, elle projette autour d'elle de fines gouttelettes qui contiennent les particules virales. Mais il est également possible d'être contaminé par le biais d'objets touchés par les mains souillées d'une personne malade. En matière de prévention, une bonne hygiène est fondamentale et l'objectif serait d'éviter d'être

contaminé ou de contaminer les autres en adoptant des comportements prophylactiques à savoir :

Se laver soigneusement et régulièrement les mains à l'eau et au savon pendant au moins 40 secondes, en particulier après avoir éternué, toussé, s'être mouché ou après avoir touché poignées de porte, barres de métro, et ordinateurs partagés. Utiliser des mouchoirs en papier à usage unique à jeter dans une poubelle fermée après chaque utilisation. Ne pas partager des objets personnels tels que brosse à dents, couverts, verres. En période d'épidémie, éviter tout contact avec les personnes grippées. Évitez les lieux à forte concentration de population ou

les lieux confinés en particulier si vous êtes fragile. Aérez régulièrement votre logement.

La vaccination

La vaccination contre la grippe est destinée à diminuer le risque de complication chez les personnes à risque. Elle est recommandée et prise en charge à 100 % par l'assurance maladie pour les personnes âgées, les personnes atteintes d'affection chronique, les femmes enceintes, l'entourage familial d'un nourrisson présentant un risque de grippe grave (prématurité, anomalies cardiaques, maladies respiratoires...), les personnes obèses, les personnes en institution et certains professionnels de santé et professionnels en contact avec

des personnes à risque. Le vaccin procure une immunité deux à trois semaines après l'injection. Il est donc utile de se faire vacciner dès le mois d'octobre,

quand le vaccin est disponible. Parallèlement, privilégiez une alimentation saine, riche en fruits et légumes, faites de l'exercice régulièrement et dormez suffisamment.

Le cerveau, un organe énigmatique et surprenant

Le cerveau reste, malgré les nombreuses recherches scientifiques le concernant, l'une des parties de notre corps les plus énigmatiques, qui nous étonne et nous surprend au fur et à mesure des révélations faites à son sujet...

Le cerveau est actif avant la naissance

Le cerveau du bébé se développe dès le 3^e mois de grossesse. Se divisant en deux parties, il établit déjà des connexions avec les différentes parties du corps et il est plus ou moins capable de percevoir et d'enregistrer des événements extérieurs. Ainsi, au 7^e mois de grossesse, il permet au bébé d'entendre et de reconnaître la voix de sa mère. A la naissance, le cerveau possède plus de neurones que celui des adultes bien que les connexions ne soient pas encore toutes établies.

A chaque hémisphères un rôle

Les hémisphères droit et gauche du cerveau ne traitent pas l'information de la même manière. Alors que le langage et la communication sont principalement le lieu de l'hémisphère gauche, appelé également «hémisphère dominant», la perception des visages, le raisonnement logique

ainsi que les aptitudes à se repérer dans l'espace sont souvent mieux réalisés par l'hémisphère droit. L'hémisphère gauche ou droit n'est pas développé de la même manière, selon les individus. A chacun ses talents et ses compétences.

On n'utilise que 10% de nos capacités cérébrales

La thèse de l'être humain qui n'utiliserait qu'une infime partie de ses capacités cérébrales, à peine 10%, fait partie des idées reçues sur le cerveau qui a la dent dure, selon certains spécialistes. Ceux-ci arguent en effet, que les techniques d'IRM d'aujourd'hui prouvent qu'il n'existe pas de région cérébrale endormie et que, par voie de conséquence, la totalité du cerveau est utilisée. Pour d'autres experts en revanche, ce n'est pas aussi clair, il y aurait des milliards de neurones «endormis» qui s'ils se réveillaient, pourraient décupler les capacités du cerveau.

Le cerveau couvre une surface totale de 2 m²

Le cerveau humain est constitué de nombreux replis qui lui permettent d'obtenir une surface importante tout en ayant un

volume restreint. Ainsi, si on devait «déplier» le cerveau, avec ses nombreux plis et replis, on s'aperçoit qu'il couvrirait une surface comprise entre 1 à 2 m² alors que son volume avoisine les 1400 m³ et que son poids est de 1, 3 kg.

Le ventre est notre 2^e cerveau

Le lien entre digestion et émotions n'est plus à prouver tant le sujet a fasciné ces dernières années. La recherche a effectivement mis en évidence que le ventre possédait un système nerveux qui ressemble à celui du cerveau. Le cerveau et le ventre communiquent grâce au nerf vague et au sang. Ainsi, plus de 80% des messages (telles que la faim ou la douleur) se produisent dans le ventre pour se rendre ensuite dans le cerveau.

Le cerveau peut modifier notre passé

C'est ce qu'affirment les chercheurs en avançant l'idée que le cerveau peut modifier ou créer de faux souvenirs. La raison : les souvenirs sont gardés dans une mémoire qualifiée d'«épisodique». Lorsqu'on fait remonter ce souvenir à la surface, le cerveau le traite à nouveau en en modifiant les contours. On peut ainsi être persuadé d'un fait alors qu'il n'a jamais réellement existé.

Le cerveau sait s'adapter à notre vie

En fonction de nos activités et de la manière dont on utilise notre cerveau, celui-ci va se modifier pour accélérer l'échange d'informations. Le cerveau adaptera alors sa structure pour changer la façon de fonctionner de ses neurones. Ce processus se met, notamment en place chez les enfants surdoués dès leur plus jeune âge, chez les personnes effectuant des tâches répétitives

ou, à l'inverse, en phase d'apprentissage. Ainsi, les régions du cerveau les plus sollicitées deviennent peu à peu plus développées que d'autres.

Le cerveau met 3 secondes à analyser une information

Le cerveau humain est le plus puissant ordinateur qui existe. Il sait traiter plusieurs informations en même temps et défie en cela les machines les plus performantes. On a estimé à exactement 3 secondes le temps qu'il lui fallait pour traiter une donnée. Dès lors que l'information est trop rapide, il la classe pour l'analyser.

Le cerveau est insensible à la douleur

Le cerveau, n'ayant pas de terminaisons nerveuses ne peut pas, en tant que tel, ressentir la douleur. Il ne peut que recevoir les messages de douleur grâce à des fibres dites fibres nociceptives présentes dans tout le corps humain et qui transmettent leurs influx nerveux jusqu'au cerveau. C'est l'activité nerveuse de certaines régions du cerveau qui va alors permettre à l'individu d'identifier la douleur et d'en prendre conscience.

Le cerveau mobilise 20% de notre sang et de notre oxygène

Pour mener à bien ses tâches et remplir toutes ses fonctions, le cerveau, bien qu'il ne représente que 2% du poids total du corps, a besoin de beaucoup d'énergie. Cependant, c'est l'organe du corps qui est le moins capable d'en stocker. C'est pourquoi il lui faut un apport en continu d'oxygène et de glucose apporté par le sang. Une carence du cerveau en oxygène est symptomatique de l'arrêt cardiaque, de l'AVC, de l'asphyxie, d'une hypotension, et demande une hospitalisation d'urgence.

• L'eau infusée au romarin améliore la mémoire

Des chercheurs de l'Université de Northumbria viennent de mettre en évidence les bienfaits de l'eau au romarin, en leur faisant goûter 250 ml de l'eau au romarin accessible dans le commerce. Les participants étaient ensuite testés sur leur capacité à retenir et à utiliser certaines informations. D'après les scientifiques, les personnes testées ont obtenu des performances 15% supérieures lorsqu'ils ont bu cette eau infusée au romarin. Ils pensent que le romarin aide le cerveau à mieux utiliser l'énergie dont il a besoin pour fonctionner efficacement. «Les résultats de nos recherches prouvent qu'il y a des améliorations très fiables des fonctions de la mémoire grâce à cette eau au romarin. En fait, je dirais que ça fonctionne comme un chargeur turbo pour le cerveau», a expliqué le Docteur Mark Moss, en charge de l'étude.

23^e Sila

Un Salon porté par une dynamique de l'édition

Le 23^e Salon international du livre d'Alger (Sila), prévu du 29 octobre au 10 novembre à Alger, augure d'une rentrée littéraire riche en nouvelles publications portées par des maisons d'éditions algériennes prometteuses qui donnent rendez-vous au public pour renouer avec l'univers du livre.

Onze jours durant, écrivains et éditeurs iront à la rencontre du public algérien à la faveur de l'évènement culturel le plus fréquenté et le plus attendu de l'année qui verra le retour de grands noms de la littérature algérienne, l'arrivée d'un nombre important de nouvelles plumes ainsi que la participation de jeunes maisons qui confortent leur place dans le monde algérien de l'édition. Les auteurs algériens les plus en vue à l'instar de Maïssa Bey, Yasmina Khadra, Kamel Daoud, Waciny Laredj, entre autres, signeront leurs nouvelles publications alors que des maisons d'édition nouvellement créées proposent des catalogues assez étoffés. Malgré la défection, selon le commissariat du Salon, de 19 éditeurs algériens, beaucoup d'autres parmi les plus anciens y participent attestant année après année leur apport au monde du livre à l'image de Barzakh, Casbah, Chihab, Mim, El Ikhtilef, ou encore des éditions El Kalima. Des éditeurs comme «El Djazaïr Taqraa» (créée en 2017) et «Bouhima» dont c'est la première participation au Sila, annoncent un catalogue totalisant plus d'une centaine de titres parmi lesquels de premières expériences d'écriture. En invité d'honneur, la Chine prend part au 23^e Sila et annonce l'exposition de plus de 10 000 ouvrages majoritairement traduits vers l'arabe et le français et dédiés à la culture chinoise traditionnelle, à l'apprentissage de la langue chinoise ou encore aux sciences et technologies. Plus de 40 maisons d'édi-

tion, et six auteurs dont «Mo Yan», lauréat du prix Nobel de littérature, devront animer des rencontres avec le public au stand de la Chine où seront exposées pas moins de 2500 titres en mandarin (langue officielle de la Chine). Plus de 90 invités, entre écrivains, romanciers et historiens dont 65 Algériens, sont attendus à cet rendez-vous phare qui des visiteurs de toutes les régions d'Algérie. L'édition 2018 du Salon du livre est également dédiée à la mémoire des auteurs algériens disparus ces derniers mois, comme le romancier Noureddine Saâdi, le critique Cheribet Ahmed Cheribet, le poète Athmane Loucif, les moudjahidine et auteurs Mustapha Tounsi et Mohamed Sahnoun, ou encore le romancier Hafnaoui Zaghez.

**300 000 ouvrages
sont annoncés au Sila 2018**

Pas moins de 1015 maisons d'édition (972 en 2017) dont 276 algériennes (314 en 2017) exposant quelque 300 000 ouvrages (230 000 en 2017) entre littérature, livres universitaires et de livres de jeunesse sont annoncés au Sila 2018. Depuis sa reprise en 2000, après une interruption de plusieurs années en raison du terrorisme -dont les victimes parmi les intellectuels et hommes de culture se comptent par dizaines- le Salon a réussi à se hisser au premier rang des évènements culturels en termes de fréquentation, avec 1.7 million de

visiteurs en 2017. Hormis ce chiffre, aucune statistique, ni recherche n'ont été fournies sur la circulation du livre, l'importance du lectorat ou encore les préférences des lecteurs ou acquéreurs de livres au fil des années, une mission dévolue au CNL (Centre national du livre, créé en 2009). De même, les rencontres proposées aux visiteurs n'apportent aucune nouveauté, se limitant à reconduire les thèmes et les concepts habituels, comme un focus sur l'histoire prévu le 1er Novembre, dédié cette année au 60^e anniversaire de la

création du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) en 1958, l'espace «Esprit Panaf», les «Estrades» animées par des écrivains algériens et étrangers, ou encore la 10^e rencontre euro-maghrébine des écrivains organisée par la délégation de l'Union Européenne à Alger. Ouvert au public du 30 octobre au 10 novembre au Palais des expositions des Pins Maritimes (Safex, Alger), le 23^e Sila s'ouvre officiellement aujourd'hui.

Benadel M. / Ag.

Boumerdès

La bibliothèque de lecture publique bientôt réceptionnée

Le projet de la bibliothèque principale de lecture publique de la ville de Boumerdès sera réceptionné en fin d'année en cours, ou au plus tard au premier trimestre 2019, a-t-on appris, jeudi, auprès du directeur de la culture de la wilaya. Le projet, doté d'une enveloppe de près de 350 millions de dinars, et dont «la livraison a été retardée à maintes reprises pour des motifs d'ordre financiers, notamment, enregistre actuellement un taux d'avancement estimé à 80%», a indiqué Abdelali Koudid. Construit en plein centre-ville de Boumerdès, sur une assiette de près de 4000 m², cet établissement culturel, dont l'architecture associe styles ancien et moderne, compte cinq étages englobant une salle de conférences (250 places), des salles de lecture et d'Internet, des ateliers artistiques et scientifiques, entre autres. Le responsable a, par la même, signalé que les travaux sont en cours pour le parachèvement de la réalisation et d'équipement d'un nombre d'autres bibliothèques urbaines, en vue de leur réception à Delys, Beni Amrane, Naciria et Khmiss El Khechna, et Corso, parallèlement à l'équipement de trois bibliothèques rurales déjà réceptionnées au

niveau des villages de Koudiat Laarayess (commune de Legata), Ben Merzouka (Boudouaou) et Omar (Bordj Menaïel). Il a, en outre, fait part du «gel», au titre de la politique de «rationalisation des dépenses du secteur» de nombreux projets, parmi lesquels une salle polyvalente à la maison de la culture Rachid-Mimouni, une salle de lecture à Bordj Menaïel, deux bibliothèques rurales à Beni Amrane et Khemis El Khechna et deux bibliothèques semi-urbaines à Bordj Menaïel et Thenia. Entre 2009 et 2014, la wilaya de Boumerdès a bénéficié de 33 projets de bibliothèques de lecture publique, dont une partie a été déjà réceptionnée, et d'autres sont toujours en cours de concrétisation ou d'équipement.

Le secteur de la culture a bénéficié, entre 2004 et 2014, d'une enveloppe globale de près de 1,4 milliard de dinars affectée, entre autres, à la réalisation du plan de protection du secteur protégé de La Casbah de Delys et à la mise en œuvre de travaux d'urgence et de réhabilitation des sites archéologiques en son sein, outre d'autres projets structurels, dont des bibliothèques, des théâtres et des salles de spectacle.

• Célébration du 1^{er} Novembre Le film «Zabana» projeté à Toronto le 3 novembre prochain

Le film *Zabana*, du réalisateur Saïd Ould Khelifa, sera projeté, samedi 3 novembre à l'université Ryerson à Toronto au Canada, dans le cadre de la célébration du 1er Novembre fête de la Révolution algérienne, à l'initiative de la nouvelle association des Algériens du Grand Toronto et en collaboration avec l'ambassade d'Algérie au Canada. Le film *Zabana* réalisé en 2012 est un témoignage sur des événements importants ayant marqué l'histoire de la Révolution algérienne. Ce long métrage traite de la Guerre de Libération nationale à travers le personnage d'Ahmed Zabana, le premier martyr guillotiné par les forces coloniales, le 19 juin 1956. Cette initiative est appuyée par le recteur de l'université de Ryerson à Toronto, le professeur, Mohamed Lachemi, ressortissant algérien diplômé de l'université des sciences et de la technologie d'Oran. L'association des Algériens du Grand Toronto a été créée le 18 juin 2018 à Toronto et dirigée par le ressortissant algérien Hossein Belaouer.

Grand musée d'Afrique L'ouverture prévue à «l'horizon 2022»

La commissaire aux Affaires sociales de l'Union africaine (UA), Amira Fadel, a affirmé, jeudi dernier, à Alger, que sa Commission œuvrait à l'ouverture du grand musée d'Afrique «à l'horizon 2022».

Lors des travaux de «la troisième session ordinaire du Comité technique spécialisé, (culture, jeunesse, sports) de l'UA, tenus au Palais des nations (Club des Pins), la commissaire aux Affaires sociales a précisé que «le grand musée d'Afrique» devant être abrité par la «Villa du Traité» à El Biar (sur les hauteurs d'Alger), était «l'un des projets phares de la Commission». Amira Fadel a tenu à souligner, par ailleurs, l'objectif de la troisième session du comité technique (culture, jeunesse, sports), à savoir «la réalisation de l'agenda de l'UA 2063» visant à

«construire une Afrique unie et épanouie à travers la lutte contre la corruption par le biais de la culture et du sport». L'intervenante a déploré «l'ampleur de la corruption» au niveau du continent, car elle est «la raison principale de son retard», indiquant, à cet effet, que l'UA «a consacré ses réunions en 2018 et 2019 pour lutter contre ce phénomène». Pour sa part, le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, a mis l'accent sur la nécessité d'accorder à l'enseignement et à la culture «leur vraie valeur», au sein des sociétés africaines et d'«éradiquer le vide existant» dans la vie des jeunes afin que ces derniers «puissent être les artisans de leur avenir». Le grand musée d'Afrique «sera inauguré», dès le dépôt par les pays africains de pièces archéologiques, invitant

ces pays à l'entame de cette opération. Il a, d'autre part, ajouté que l'annonce de la date de l'ouverture du Centre régional pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Afrique, de catégorie 2, placé sous l'égide de l'Unesco et qui a pour siège la capitale Alger, «se fera prochainement».

Le ministre a mis en avant «l'expérience» de l'Algérie en matière de gestion des parcs naturels, des droits d'auteur et droits voisins, appelant, à cet égard, les pays africains «à en tirer profit», notamment à travers les sessions de formation. L'Algérie a été élue, jeudi matin, à la présidence de la nouvelle session du Comité technique spécialisé (CTS) de l'Union africaine sur la jeunesse, la culture et le sport, pour une période de deux années.

Sahara occidental

Le Président Ghali dénonce vigoureusement l'organisation par le Maroc d'un Forum à El Ayoun occupée

Le président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), Brahim Ghali, a appelé l'ONU à prendre des mesures urgentes pour mettre fin à l'attitude irresponsable du Maroc envers sa charte, ses décisions et sa crédibilité, dénonçant avec force la détermination des autorités marocaines à organiser en début novembre «un forum d'affaires Maroc-France» dans la ville occupée d'El Ayoun.

Dans une lettre adressée au secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, le président sahraoui a dénoncé avec force les agissements marocains, affirmant que la tenue de ce genre d'évènement par le Maroc dans la ville occupée d'El Ayoun sous la supervision directe du roi Mohammed VI «dénote l'absence d'une volonté réelle et sincère auprès de la partie marocaine pour coopérer avec vos efforts et ceux de votre envoyé personnel Horst Kohler». Ghali a dénoncé également les atermoiements de l'occupant marocain qui profite «du mutisme injustifié de l'ONU pour poursuivre sa politique expansionniste hostile». «Face à ces agissements provocateurs illégaux et immoraux, nous exhortons l'ONU à accélérer la prise de démarches urgentes pour contrer des agissements du Maroc qui fait fi de la charte et des décisions onusiennes», a-t-il soutenu. Il a rappelé que «depuis le début de l'occupation militaire marocaine illégale du Sahara occidental, le 31 octobre 1975, l'Etat marocain n'a jamais cessé ses politiques dangereuses visant à changer la situation à son profit de manière systématique, rapide et globale dans tous les domaines militaire, civil, politique, économique, social, démographique et autres». Le président sahraoui a évoqué les activités et actions menées par l'occupant marocain qui «viole la Légalité internationale et le Droit humanitaire international», en pillant les richesses naturelles du Sahara occidental et en organisant des élections et forums économiques dans une région non soumise à son autorité. Il a rappelé, dans ce sens, «la grave violation de l'accord de cessez-le-feu et des accords militaires y afférents, par l'ouverture d'un terminal au niveau de Guerguerate, principale source de l'escalade enregistré ces derniers temps». Après avoir condamné la détermination des autorités marocaines à organiser en novembre leur «Forum d'Affaires Maroc-France» dans la ville occupée d'El Ayoun, après avoir organisé le Forum de Crans Montana dans la ville occupée de Dakhla, le Président Ghali a déploré le fait que «la France, pays des libertés et des Droits de l'Homme, soit partie de cette rencontre et défie le Conseil de sécurité onusien où elle occupe le siège de membre permanent». En janvier dernier, lors du dernier Sommet des

chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA tenu à Addis-Abeba, les appels pour la mise en œuvre de la déclaration adoptée, lors de sa 24^e session tenue à Addis-Abeba du 30 au 31 janvier 2015, concernant le Forum Crans Montana, organisation basée en Suisse, ont été réitérés afin de s'abstenir d'organiser des sessions dans la ville de Dakhla, au Sahara occidental occupé. Un appel a également été lancé aux Etats membres et aux organisations de la société civile africaine à boycotter le prochain forum. Le président sahraoui a réaffirmé, dans sa lettre, que la présence du Maroc sur les territoires sahraouis, tel que précisé dans les décisions de l'Assemblée générale du Conseil de sécurité (CSI), de la Cours de justice internationale (CJI) et la Cour de justice européenne (CJUE) entre autres, est une occupation militaire illégale, et que l'organisation de toute activité ou festivité organisée par l'occupant marocain dans les territoires sahraouis occupés constituent un acte offensif et provocateur qui va à l'encontre du droit international, du droit humanitaire international et du droit européen. La CJUE a affirmé clairement dans ses arrêts, notamment de décembre 2016 et février 2018, que la RASD et le Maroc étaient deux pays distincts et séparés et que l'exploitation des richesses sahraouies était un acte illégal sans l'aval du peuple sahraoui sous la direction de son seul représentant légal «le Front Polisario».

Le pillage par des sociétés néo-zélandaises du phosphate sahraoui entrave le processus de paix onusien

Le représentant du Front Polisario en Australie, Mohamed Fadel Kamal, a appelé, jeudi, les sociétés néo-zélandaises impliquées dans le pillage du phosphate sahraoui à cesser leurs activités qui sont en violation des lois internationales et entravent «le processus de paix de l'ONU et encourage le régime marocain à poursuivre son occupation illégale du Sahara occidental». Saluant la position du gouvernement néo-zélandais en soutien au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et son rôle positif lors de son mandat au Conseil de sécurité, le représentant du Polisario a toutefois condamné les activités des sociétés néo-zélandaises qui exploitent illégalement le

phosphate sahraoui, soulignant que ces firmes sont «restées les seules à être présentes sur le terrain après le retrait de toutes les sociétés occidentales», se trouvant ainsi dans «une situation peu enviable». Le représentant du Front Polisario intervenait dans le cadre d'une conférence organisée par l'Institut néo-zélandais des relations internationales, sous le thème : «Le Sahara occidental, dernière colonie de l'Afrique : rôle des richesses naturelles dans la persistance de l'occupation.» La conférence a vu la présence d'ambassadeurs accrédités en Nouvelle-Zélande, des magistrats, des académiciens, des journalistes et des responsables de l'ONU en Nouvelle-Zélande, ainsi que des membres du Mouvement de solidarité avec le peuple sahraoui et un grand nombre de d'étudiants et universitaires. Le représentant du Front Polisario a évoqué, dans son intervention, les phases de la lutte du peuple sahraoui pour la liberté et les résolutions des Nations unies et de la Cour internationale de justice (CIJ) qui ont affirmé le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance, a indiqué, jeudi, l'agence de presse sahraouie (SPSRASD). Dans ce cadre, le conférencier sahraoui a rappelé l'occupation marocaine qui était un viol flagrant de la charte de l'ONU et ses résolutions sur la décolonisation du Sahara occidental, braquant la lumière sur les souffrances du peuple sahraoui dues à l'occupation de son territoire et la violation de ses droits et à son exode. Concernant le pillage des

richesses naturelles sahraouies, Fadel a estimé que l'implication de ces sociétés «porte préjudice à la réputation de la Nouvelle-Zélande, peuple et gouvernement». «Le pillage du phosphate sahraoui par les sociétés néo-zélandaises entrave le processus onusien de la paix et encourage le régime marocain poursuivre son intransigeance et son occupation illégale des territoires sahraouis», a avancé le diplomate sahraoui, appelant ces firmes à mettre fin à ce pillage contraire aux règles du droit international. Le représentant du Front Polisario en Australie poursuit sa visite en Nouvelle-Zélande où il s'est entretenu avec des hauts responsables au ministère des Affaires étrangères, des membres de la commission des relations étrangères, de la défense et du commerce au Parlement, ainsi que des membres du groupe d'amitié parlementaire avec le Moyen-orient et l'Afrique.

Une députée française interpelle son pays concernant les derniers développements de la question sahraouie

La députée française du parti la «République en marche» (LREM), Bérangère Couillard, a interpellé le gouvernement de son pays concernant les derniers développements de la question sahraouie et les résultats réalisés depuis l'adoption par le Conseil de sécurité onusien en avril dernier de la prorogation de six mois du mandat de la Minurso jusqu'au 31 octobre, a rapporté, jeudi, l'Agence de presse sahraouie (SPS). La députée

française a adressé une question écrite au ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, dans laquelle elle l'interpelle sur la situation au Sahara occidental et les développements y afférents depuis l'adoption par le Conseil de sécurité de l'ONU de la prorogation du mandat de la Minurso jusqu'au 31 octobre et son appel aux parties au conflit, à savoir le Front Polisario et le Royaume du Maroc, à relancer «des négociations directes sans conditions préalables», précise la même source. Elle s'est interrogée sur les résultats réalisés depuis l'adoption de cette décision qui a démontré la volonté de la communauté internationale à relancer le processus de règlement onusien à travers le retour aux négociations directes sur le Sahara occidental en vue de parvenir à une solution définitive qui mettra fin aux circonstances difficiles dans lesquelles vivent les réfugiés sahraouis, et ce, suivant le dernier rapport du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, dans lequel il a exprimé sa grande «préoccupation» vis-à-vis de «la souffrance persistante des milliers de réfugiés sahraouis suite à échec à parvenir à une solution juste et définitive», ajoute la même source. Par ailleurs, la députée française a mis l'accent sur «l'impératif» de consentir davantage d'efforts pour apaiser la souffrance des réfugiés sahraouis de façon à améliorer la situation des Droits de l'Homme dans les territoires sahraouis occupés selon les recommandations du SG de l'ONU dans son dernier rapport.

Syrie

Sommet inédit à Istanbul avec la Turquie, la Russie, la France et l'Allemagne

Les dirigeants de la Turquie, la Russie, la France et l'Allemagne se sont réunis, ce samedi, à Istanbul, pour un sommet inédit sur la Syrie visant à préserver la trêve fragile à Idleb et avancer vers une transition politique.

Ce sommet entre les présidents turc Recep Tayyip Erdogan, russe Vladimir Poutine, français Emmanuel Macron et la chancelière allemande Angela Merkel réunira pour la première fois, à partir de 12h00 GMT, selon les présidences turque et française, des acteurs aux initiatives concurrentes. Cette rencontre survient au lendemain de frappes du régime syrien qui ont tué sept civils dans la province rebelle d'Idleb (nord-ouest), le bilan le plus élevé depuis l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu négocié le mois dernier par Ankara et Moscou. Sans attendre le sommet, Macron et Poutine ont évoqué la situation à Idleb dans un entretien téléphonique, hier matin. Le président français «a rappelé ses objectifs de prolonger le cessez-le-feu à Idleb, de prohiber les armes chimiques, d'assurer l'accès de l'aide humanitaire et de trouver un calendrier de temps pour le processus politique», selon l'Elysée. L'accord entre Moscou, allié du régime, et Ankara, parrain des rebelles, prévoyait, notamment la mise en place d'une «zone démilitarisée» de 15 à 20 km de large pour séparer les territoires insurgés d'Idleb des régions gouvernementales. Erdogan et Poutine avaient conclu cette entente in extremis, alors qu'une offensive de grande ampleur du régime sur cet ultime grand bastion de l'opposition semblait imminente. Lors du sommet, les quatre dirigeants vont également «étudier quelles formules nouvelles peuvent être trouvées afin d'apporter une solution politique» à ce conflit complexe qui a fait plus de 360 000 morts depuis 2011, selon le porte-parole de Erdogan, Ibrahim Kalin. Sur ce point, la formation sous les auspices de l'ONU d'un Comité constitutionnel censé élaborer une nouvelle loi fondamentale s'annonce comme

l'un des principaux défis en raison du blocage du régime. L'émissaire des Nations unies pour la Syrie Staffan de Mistura, qui a déploré, ce vendredi, la paralysie de son plan, sera lui aussi présent au sommet d'Istanbul.

Attentes modestes

Si aucune annonce majeure ne devrait intervenir à l'issue du sommet – l'Elysée dit avoir des «attentes modestes» et le Kremlin appelle à être «réaliste», cette réunion au format inédit donnera l'occasion aux quatre dirigeants de

chercher des terrains d'entente. La Turquie et la Russie forment avec l'Iran un trio incontournable sur le terrain où ils ont permis un relatif silence des armes à la faveur du processus dit d'Astana. La France et l'Allemagne font elles partie du «small group» sur la Syrie qui compte cinq autres pays, dont les Etats-Unis. «Il y a des approches différentes. Mais, en gros, tout le monde souhaite naturellement aboutir à un règlement politique en Syrie», a souligné, ce vendredi, le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, appelant à «harmoniser les positions». Les quatre pays parleront aussi de la recons-

truction de la Syrie - un thème cher à Moscou -, mais la ministre allemande de la Défense Ursula von der Leyen a prévenu, hier, que celle-ci ne pourrait pas se faire «au profit de la dictature d'Assad». Deux acteurs importants du conflit en Syrie, l'Iran et les Etats-Unis, qui sont à couteaux tirés, ont été absents, hier. Macron s'est toutefois entretenu, jeudi, avec le président américain Donald Trump pour accorder leurs positions.

Rapport de force

Face à l'influence que Moscou assoit grâce à ses victoires militaires au bénéfice du régime, le ministre américain de la Défense Jim Mattis a affirmé, hier, que la Russie ne pourrait «pas remplacer les Etats-Unis» au Proche-Orient. Jusqu'à présent, les initiatives du groupe Russie-Turquie-Iran, trois pays aux intérêts propres qui ont investi d'importantes ressources militaires en Syrie, ont largement éclipsé les efforts des Occidentaux et des Nations unies sur la transition politique. Hier, Ankara aurait pu néanmoins tenter de profiter de la présence des deux poids lourds européens autour de la table. En s'associant avec la France et l'Allemagne qui partagent ses positions vis-à-vis du régime syrien, «Erdogan renforce son «poids» dans les négociations avec Poutine et modifie le rapport de force en sa faveur», souligne Jana Jabbour, spécialiste de la Turquie. Ce sommet intervient par ailleurs au moment où la région est secouée par le meurtre du journaliste saoudien Jamal Khashoggi dans le consulat de son pays à Istanbul. Erdogan abordera cette affaire avec ses invités lors d'entretiens bilatéraux en marge du sommet.

Cameroun

Deux civils tués par Boko Haram dans l'Extrême-Nord du pays

Deux civils ont été tués, jeudi, et cinq autres ont été blessés lors d'une attaque perpétrée par des éléments de Boko Haram à Amchide, dans l'Extrême-Nord du Cameroun frontalier avec le Nigeria, ont rapporté, ce vendredi, des médias, citant une source officielle locale. «Des éléments du groupe terroriste nigérian Boko Haram ont attaqué dans la nuit de jeudi à vendredi la localité d'Armchide où ils ont ouvert le feu sur la population civile, tuant deux personnes et blessant au moins cinq autres», a déclaré le gouverneur de la région, Midjiyawa Bakari, cité par l'agence de presse Anadolu.

Jeudi, un enseignant de l'université de Bamenda, chef-lieu du Nord-Ouest, l'une des deux régions anglophones du Cameroun a été tué par des hommes armés, selon une source officielle.

Il s'agit du professeur Paul Kuban Mbufong, enseignant de linguistique et directeur des affaires administratives à l'université anglophone de Bamenda. Après une période de relative accalmie, la région de l'Extrême-Nord du Cameroun se retrouve de nouveau confrontée aux attaques récurrentes du groupe terroriste Boko Haram.

Depuis le début du mois d'octobre courant, au moins onze attaques ont été perpétrées dans les départements du Mayo-Sava, Mayo-Tsanaga, et également le Logon et Chari. Depuis janvier dernier, «au moins 165 civils et dix-huit militaires ont été tués dans des attaques attribuées à Boko Haram», selon le commandant de la Force mixte multinationale, le général de brigade Bouba Dobekréo.

Palestine

L'armée israélienne a bombardé 80 cibles dans la bande de Ghaza

L'armée israélienne a annoncé que son aviation avait bombardé, hier, des dizaines de cibles dans la bande de Ghaza en réponse à des tirs de roquettes du Hamas. Aucune victime n'a été signalée à ce stade de part et d'autre de la frontière. Dans un communiqué, l'état-major des forces israéliennes précise avoir bombardé plus de 80 cibles, dont un bâtiment de quatre étages servant, selon lui, de QG au Hamas, le mouvement de la résistance islamique qui contrôle la bande de Ghaza depuis 2007. Ces frappes ont été ordonnées en réponse au tir de plus de 30 roquettes contre le territoire israélien, ajoute l'armée israélienne.

Le lieutenant-colonel Jonathan Conricus, porte-parole militaire, a accusé la Syrie et l'Iran d'être impliqués dans cette attaque à la roquette. «Des ordres et des incitations ont été donnés depuis Damas avec une implication évidente de la force Al Qods du corps des gardiens de la Révolution iranienne», a-t-il dit à la presse, ajoutant :

«Notre réponse n'est pas géographiquement limitée.» Le Jihad islamique, un des autres groupes armés qui opèrent dans la bande de Ghaza, a déclaré dans un communiqué avoir tiré des roquettes contre Israël en réponse à la mort de quatre manifestants palestiniens tués, vendredi, par Israël près de la frontière avec Ghaza. «Le Jihad islamique respectera le cessez-le-feu tant que l'ennemi le respectera. Si les bombardements et l'agression continuent, la résistance répliquera», ajoute le groupe.

Des manifestants palestiniens se rassemblent chaque semaine depuis le début du printemps dernier le long de la frontière entre la bande de Ghaza et Israël pour faire valoir le droit au retour des réfugiés de 1948 et réclamer la levée du blocus israélien. Depuis le début du mouvement, les tirs israéliens ont fait 212 morts parmi les manifestants, selon le ministère palestinien de la Santé. Un soldat israélien a par ailleurs été tué par un tireur palestinien.

Sri Lanka

Le Premier ministre limogé veut une session d'urgence du Parlement

Le Premier ministre sri-lankais limogé, ce vendredi, Ranil Wickremesinghe, a réclamé, hier, la tenue d'une session d'urgence du Parlement afin de montrer qu'il y disposait «toujours d'une majorité», ont rapporté des médias, citant des responsables. Wickremesinghe a adressé une lettre à Karu Jayasuriya, président du Parlement, dont la prochaine session prévue le 5 novembre prochain est dédiée au projet de budget pour 2019. «Le Premier ministre (Wickremesinghe) veut montrer sa majorité au Parlement», a expliqué un responsable de son entourage, cité par des médias. Il entend démontrer que son limogeage «est illégal et qu'il dispose d'une majorité de soutiens parmi les 225 parlementaires». Ranil Wickremesinghe, a été limogé, ce vendredi, par le Président Maithripala Sirisena, nommant à sa place l'ancien Président Mahinda Rajapakse. Ces développements politiques interviennent après «des désaccords» entre le président et Ranil Wickremesinghe en matière de «politique économique et de gestion de l'administration gouvernementale».

Meurtre Khashoggi

La Turquie demande l'extradition des suspects saoudiens

Le parquet turc a lancé une procédure d'extradition contre 18 Saoudiens soupçonnés d'implication dans le meurtre du journaliste Jamal Khashoggi au consulat de son pays à Istanbul. Deux jours avant la venue en Turquie du procureur général saoudien, le parquet d'Istanbul a remis, ce vendredi, les noms des 18 suspects soupçonnés «d'implication dans ce meurtre prémédité» au ministère de la Justice.

Le ministère a indiqué dans un communiqué qu'il les avait à son tour transmis au ministère des Affaires étrangères pour que la demande d'extradition soit adressée à Riyad par les canaux officiels. Le 20 octobre, les autorités saoudiennes avaient annoncé avoir interpellé 18 personnes - 15 membres d'un commando saoudien soupçonné d'avoir tué le journaliste, ainsi que trois employés du consulat - et qu'elles seraient jugées. Le président turc Recep Tayyip Erdogan avait appelé, mardi, au jugement de ces suspects à Istanbul et non pas en Arabie saoudite, même si le crime a été commis par des Saoudiens dans l'enceinte d'un consulat saoudien. «La demande d'extradition est motivée par le fait que Jamal Khashoggi a été tué en Turquie par des ressortissants saoudiens qui ont fait le voyage à cette fin spécifique», a indiqué un haut responsable turc sous couvert d'anonymat.

Le procureur saoudien à Istanbul

Erdogan a indiqué plus tôt que le procureur général saoudien, Saoud ben Abdallah Al Muajab, était attendu, dimanche, à Istanbul, pour des entretiens sur l'enquête sur le meurtre de Khashoggi. Cette annonce survient après que ce procureur, se fondant sur des informations fournies par la Turquie, a évoqué, jeudi, pour la première fois le caractère «prémédité»

du meurtre. Erdogan a en outre affirmé que les autorités turques étaient en possession «d'autres éléments» de preuve liée au meurtre, perpétré le 2 octobre par des agents de Riyad au consulat saoudien à Istanbul. Le fait que Jamal Khashoggi «a été tué est une évidence. Mais où est-il ? Où est son corps ?», a poursuivi le dirigeant turc, ajoutant à l'adresse de Riyad : «Qui a donné un tel ordre ? (?) Il faut que les autorités (saoudiennes) l'expliquent». Jamal Khashoggi, journaliste saoudien critique du palais, a été tué le 2 octobre au consulat saoudien à Istanbul. Selon des responsables turcs, il a été victime d'un assassinat, soigneusement planifié, et perpétré par une équipe d'agents venus de Riyad. Après avoir nié sa mort, les autorités saoudiennes, sous la pression internationale, avaient fini par admettre qu'il avait été tué au consulat lors d'une opération «non autorisée». La presse et des responsables turcs anonymes ont impliqué personnellement dans ce meurtre le prince héritier Mohammed ben Salmane, dit «MBS». Mais Erdogan s'est gardé à ce jour de l'accuser nommément. Les deux hommes se sont parlé au téléphone, mercredi, pour la première fois depuis la mort du journaliste.

Pure démagogie

La fiancée turque de Khashoggi, Hatice Cengiz, a exigé dans une interview télévisée,

ce vendredi, que soient punis «tous les responsables» de cette «barbarie». Le prince héritier avait qualifié, mercredi, d'«incident hideux» et «douloureux» le meurtre du journaliste, qui a provoqué l'indignation internationale et écorné l'image du royaume, premier exportateur de pétrole au monde.

Le président français Emmanuel Macron a néanmoins estimé, ce vendredi, que «c'est pure démagogie que de dire d'arrêter les ventes d'armes» à Riyad après l'assassinat de Khashoggi, semblant rejoindre sur cette question la ligne de son homologue américain Donald Trump.

Afghanistan

5 morts dans un attentat à la voiture piégée dans le centre du pays

Au moins cinq personnes ont trouvé la mort, hier, dans un attentat à la voiture piégée contre des policiers et des ouvriers dans le centre de l'Afghanistan, ont rapporté des médias, citant des sources officielles. Revendiquée aussitôt par les talibans, l'explosion a également blessé douze personnes à Maidan Shar, capitale de la province de Wardak, a indiqué le porte-parole de la police provinciale, Hekmatullah Durrani, cité par l'AFP.

L'explosion est survenue lorsqu'un autobus transportant des policiers entrainé dans une caserne. Deux policiers et trois ouvriers font partie des victimes. Les blessés sont tous des ouvriers, selon le responsable. Le porte-parole du gouverneur de la province, Abdul Rahman Mangal, a quant à lui fait état de six morts. Vendredi, l'armée de l'air afghane a bombardé plusieurs positions des talibans dans la province de Kandahar, où se déroule le scrutin législatif, une semaine après le reste du pays. «56 talibans ont été tués», a indiqué Badshah Khan, chef de la police du district de Shah Wali Kot.

Etats-Unis - Colis suspects

«Ces actes terroristes doivent être punis», déclare Trump

Le président américain, Donald Trump, a qualifié, ce vendredi, d'«actes terroristes» l'envoi de colis piégés à plusieurs de ses opposants politiques, appelant à ce que ces actions soient «punies dans la mesure permise par la loi», alors qu'un suspect a été inculpé. Lors d'un meeting en Caroline du Nord, à une dizaine de jours des élections de mi-mandat, le locataire de la Maison-Blanche a également déclaré que «la violence politique ne doit jamais être autorisée en Amérique», promettant de faire «tout ce qui est en (son) pouvoir pour l'arrêter». Un peu plus tôt, ce vendredi, l'homme soupçonné d'être derrière cette série d'envois de colis suspects, un sympathisant pro-Trump aux nombreux antécédents judiciaires, a été inculpé.

Traité nucléaire INF

Le projet de résolution russe bloqué par une commission de l'ONU

Une commission de l'Assemblée générale de l'ONU, spécialisée dans le désarmement, a rejeté, ce vendredi, une demande de la Russie de discuter d'un projet de résolution visant à préserver le traité sur les armes nucléaires de portée intermédiaire (INF) dont veulent se retirer les Etats-Unis. Lors d'un vote, 55 pays ont refusé d'inscrire cette discussion à l'agenda de la commission, contre 31 oui et 54 abstentions, selon une source onusienne. Plusieurs pays ayant voté non jugent que le sujet INF devrait relever en priorité du Conseil de sécurité. Les résolutions du Conseil sont contraignantes contrairement aux textes qui peuvent être adoptés par l'Assemblée générale de l'ONU. Lors des discussions, la Russie a affirmé, selon une source diplomatique russe qu'elle se réservait la possibilité de déposer son projet de résolution devant le Conseil de sécurité de l'ONU. Les Etats-Unis ont cependant un droit de veto dans cette enceinte. Moscou peut aussi proposer son vote directement à l'Assemblée générale de l'ONU (193 pays) sans passer par une adoption préalable de la commission chargée du désarmement. Jeudi soir, l'ambassadeur russe aux Nations unies, Vassily Nebenzia, avait indiqué aux médias qu'il espérait un vote à l'Assemblée générale «aussitôt que possible». «La communauté internationale a l'obligation de réagir à cette situation aux conséquences apocalyptiques» d'un retrait américain, avait expliqué plus tôt devant la commission de l'Assemblée un diplomate russe. Vendredi, l'ambassadeur américain chargé du désarmement, Robert Wood, a justifié la position de Washington en affirmant devant la commission que les Etats-Unis avaient essayé «pendant cinq ans et demi de parler avec la Russie» de ses violations du traité INF. «Au lieu d'accepter la discussion, nous n'avons eu que des démentis et des accusations ridicules

affirmant que les Etats-Unis étaient ceux qui violaient le traité», a ajouté Robert Wood dont les propos ont été rapportés par la mission diplomatique américaine à l'ONU. «Les Etats-Unis ont été extrêmement patients avec la Russie et notre espoir est que ce pays fera ce qu'il convient de faire, détruire» les missiles qui violent le traité, a précisé le diplomate américain. Le président américain Donald Trump a annoncé le 20 octobre le retrait des Etats-Unis du traité INF, bannissant les missiles nucléaires d'une portée allant de 500 à 5000 km et qui avait été conclu avec la Russie en 1987. Le projet de résolution de Moscou, diffusé dans les médias, «appelle la Russie et les Etats-Unis à poursuivre les consultations sur le respect de leurs obligations conformément au traité INF». Il demande aussi la relance d'«un dialogue constructif sur les questions stratégiques, fondé sur les principes d'ouverture et du respect mutuel». Le texte exprime également l'espoir «que ce dialogue va contribuer à des progrès ultérieurs dans la réduction des armes nucléaires et au renforcement de la sécurité et de la stabilité internationales». Le projet demande par ailleurs un «respect entier et strict» du traité et appelle «tous les Etats signataires à faire des efforts visant à renforcer le traité INF et préserver son efficacité». Il propose aux signataires «des mesures de coopération supplémentaires pour renforcer la confiance» et «la mise en œuvre du traité INF». Le texte estime enfin que «toutes mesures qui enfreignent les dispositifs du traité sapent la stabilité stratégique mondiale et la sécurité internationale». Le président russe Vladimir Poutine a jugé, mercredi, que la décision de retrait des Etats-Unis allait conduire à une nouvelle «course aux armements» et à une situation «extrêmement dangereuse». Les deux dirigeants doivent se voir à Paris le 11 novembre.

Yémen

Un civil est tué toutes les trois heures

Au Yémen, un civil est tué toutes les trois heures, a indiqué Oxfam, ce vendredi, appelant les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et les Etats européens à suspendre les ventes d'armes à l'Arabie saoudite, qui intervient dans ce pays depuis 2015 à la tête d'une coalition militaire.

«Un civil a été tué toutes les trois heures dans les combats au Yémen depuis début août et de nombreux autres succombent à la maladie et à la faim», a affirmé l'ONG dans un communiqué. Disant se baser sur des informations collectées par le Civilian Impact Monitoring Project, lié au réseau «Global Protection

Cluster» de l'ONU, Oxfam souligne que 575 civils, dont 136 enfants, ont été tués entre le 1^{er} août et le 15 octobre.

«Oxfam appelle la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et d'autres gouvernements à suspendre les ventes d'armes aux Saoudiens», selon le communiqué de l'ONG. L'Arabie saoudite intervient depuis trois ans au Yémen à la tête d'une coalition militaire comprenant, notamment les Emirats arabes unis pour soutenir les forces gouvernementales face aux membres du parti Ansarullah (Houthis).

Le conflit a fait, selon l'ONU quelque 10 000 morts - des ONG de défense des droits

humains estimant que le bilan serait cinq fois plus important -, en majorité des civils, et provoqué la pire crise humanitaire au monde, selon l'ONU. Dans ce pays pauvre de la péninsule arabique, dont 75% de la population dépend de l'aide humanitaire, 14 millions de civils sont menacés par la famine, d'après les Nations unies. Suite au scandale suscité par le meurtre du journaliste saoudien Jamal Khashoggi, tué le 2 octobre au consulat d'Arabie saoudite à Istanbul, des appels à suspendre les ventes d'armes à Riyad ont été lancés par des organisations humanitaires et des ONG de défense des droits humains.

Pêche et aquaculture

Le marché algérien est prometteur pour l'investissement dans ces secteurs

Le marché algérien «est prometteur pour l'investissement» dans les segments pêche et aquaculture, ont estimé les participants au Salon régional de l'investissement dans ces deux secteurs d'activité au terme de leurs travaux qui ont pris fin, hier, à Mostaganem.

«L'investissement dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture contribuera à booster la dynamique générale de croissance dans les zones du littoral algérien et même dans les wilayas de l'intérieur du pays, soit par le biais de projets liés directement au secteur ou par des projets intégrés des secteurs de l'agriculture et du tourisme», a indiqué, dans une déclaration, le président du Centre arabo-africain d'investissement et de développement et représentant de la chambre de coopération économique et de développement algéro-suisse, Amine Boutalbi. Le chef du bureau des études tunisien «ABS Aquaculture», Bilal Rihi, a indiqué que «le marché algérien de l'aquaculture par cages flottantes est ambitieux et pourra concurrencer des pays pionniers dans ce domaine, à condition que les investisseurs trouvent le soutien financier,

l'accompagnement technique et logistique, mais aussi l'orientation pour (le choix) de meilleurs équipements adaptés au littoral algérien». Pour sa part, la représentante de l'opérateur économique italien «Avannotteria», Claudia Pimpinella, a exprimé son souhait de réaliser des projets avec des partenaires algériens pour investir dans l'aquaculture, surtout pour ce qui concerne l'élevage de la daurade et du loup de mer en cages flottantes. «Le marché algérien est important et connaîtra une croissance dans les prochaines années», a-t-elle estimé. Le Salon régional d'investissement dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture a réuni, durant trois jours, 50 opérateurs économiques nationaux et étrangers (Tunisie, France et Italie). Il a été marqué par la signature de plusieurs accords de coopération et de partenariat entre la Chambre de wilaya de la

pêche et de l'aquaculture de Mostaganem et l'Institut régional de formation dans la pêche d'Oran et entre la même Chambre de la pêche et la chambre de l'artisanat et des métiers. socio-économique du secteur de la pêche et de l'aquaculture a été organisé avec la participation de 66 cadres de sept wilayas du pays. Des ateliers sur les quais artificiels, les réserves naturelles, la sécurité maritime, le financement des projets, en collaboration avec l'Institution financière algéro-européenne FINALP, ont été proposés aux participants.

D'autre part, un espace de dégustation et de préparation de plats à base de poissons d'eau douce et un autre de dessin pour enfants orphelins, cancéreux et handicapés ont été mis sur pied à cette occasion.

Nouh M.

Produits «Made in bladi»

«Bomare Company» part à l'assaut du continent européen

Encore une fois, les produits «Made in bladi» confirment leur «bonne» qualité et parviennent à se faire une place au soleil dans les pays européens même. A l'exemple de la marque «Stream System» qui s'est tournée depuis 2015 déjà vers l'export à l'international à travers «Bomare Company». Une stratégie qui semble porter ses fruits dans la mesure où les produits algériens de l'électronique sont appréciés en Espagne et au Portugal en attendant l'Allemagne qui constitue la prochaine cible en vue d'élargir son réseau de représentation à travers le vieux continent. Pour l'Italie, c'est fait depuis quelques mois. Mieux, «Bomare Company» négocie actuellement avec le Maroc et Andorre pour placer ses téléviseurs et ses téléphones dans ces pays et discute également avec la prestigieuse enseigne française «Leclerc» qui dispose de quelque 600 points de vente dans l'Hexagone. Déjà en Espagne et au Portugal, les produits «Stream System», notamment les téléviseurs de dernière génération (HD et

4K) sont commercialisés au niveau des magasins de ce géant de la distribution à prédominance alimentaire, sans oublier l'ouverture de deux services après-vente, opérationnels H24h et 7j/7. En visant de nouveaux partenariats et en développant de nouveaux marchés d'exportation, «Bomare Company» entend promouvoir et valoriser davantage le produit algérien dans un climat marqué par une forte concurrence. Une concurrence qui ne semble donc pas affecter «Stream System» grâce notamment à la «qualité», la «diversité» et la «compétitivité» de ses produits. Au niveau local, la promotion du produit «Made in bladi» se fait également par le biais du partenariat public-privé puisque «Stream System» fournit à ENIEM, l'entreprise nationale des industries électroménagères, les cartes mères des produits blancs que sont les petits et gros appareils tels les congélateurs, les réfrigérateurs, les machines à laver, les fours à micro-ondes, les cafetières et autres fers à repasser. Ne se contentant pas de cela,

«Bomare Company» espère conclure un accord avec ENIEM pour fabriquer ces produits blancs destinés à l'exportation et les négociations sont en cours. Garanties deux ans, les produits «Stream System» connaissent un «franc» succès et «Bomare Company» ambitionne de réaliser en 2018 un chiffre d'affaires de près de 5 millions d'euros et 12 millions d'euros en 2020.

N. I.

Publicité

République Algérienne Démocratique et Populaire

WILAYA DE CHLEF
DIRECTION DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS
N° D'IDENTIFICATION FISCALE : 099802019121821

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N°... 25... /2018

Le wali de Chlef représenté par le directeur des équipements publics lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour la réalisation d'une polyclinique à BOUZGHAIA.

Ne peuvent soumissionner que les entreprises ou groupement d'entreprises ayant :

Capacités professionnelles

A - Capacités professionnelles

- Certificat de qualification catégorie «IV ou plus» activité principale en Bâtiment.

B - Capacités techniques :

1 - Références professionnelles :

- Avoir réalisé durant les dix (10) dernières années au moins un projet de catégorie «C» complet y compris VRD ou une partie de projet de catégorie «D» ou «E» dont le montant égal ou supérieur à 190.000.000,00 DA

Moyens humains :

- 01 Chef de projet ayant un profil d'ingénieur dans le domaine de bâtiment ou travaux publics ou architecte justifiant d'au moins 05 ans d'expérience.
- 25 ouvriers

2 - Moyens matériels :

- 02 camions (charge utile : 10 tonnes et plus)
- 01 grue de manutention (fixes) fléchée 30 m minimum)

C - Capacités financières

- Ayant une moyenne du chiffre d'affaires réalisés pendant les trois (03) dernières années (2015, 2016 et 2017) ≥ 120.000.000,00 DA.

PRÉSENTATION DE L'OFFRE :

Les soumissions doivent être accompagnées des

pièces exigées par la réglementation en vigueur à savoir :

A. Dossier de candidature contient :

- 1 - La déclaration de candidature, jointe en annexe, renseignée en totalité, datée, signée et cachetée.
- 2 - La déclaration de probité, jointe en annexe, renseignée, en totalité, datée, signée et cachetée.
- 3 - La copie des statuts de la société, si soumissionnaire personne morale (E.U.R.L., S.A.R.L., S.N.C. ou SPA).
- 4 - Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
- 5 - Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires ou, le cas échéant, des sous-traitants :

L'ensemble des pièces énumérées, ci-dessus, devront être ensuite insérées dans une 1^{ère} enveloppe cachetée sur laquelle seront portées les mentions suivantes :

Appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N°...25.../2018.
«Dossier de candidature»
Dénomination du soumissionnaire et objet de l'avis d'appel d'offres

B. L'offre technique contient :

- La déclaration de souscrire, renseignée en totalité, datée et signée.
- La déclaration du sous-traitant, renseignée en totalité, datée et signée.
- Un mémoire technique justificatif.
- Tout document permettant d'évaluer l'offre technique (Moyens humains + Moyens matériels) des candidats des soumissionnaires ou le cas échéant, des sous-traitants.

- Les performances en matière sociale.

- Un planning d'exécution, selon les travaux du marché avec délai de réalisation.

- Le présent cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite «lu et accepté».

L'ensemble des pièces énumérées, ci-dessus, devront être ensuite insérées dans une 2^{ème} enveloppe cachetée sur laquelle seront portées les mentions suivantes :

Appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N°...25.../2018.
«Offre technique»
Dénomination du soumissionnaire et objet de l'avis d'appel d'offres

C. L'offre financière contient :

- La lettre de soumission, renseignée en totalité, datée et signée.

- Le bordereau des prix unitaires (B.P.U), daté et signé.

- Le détail quantitatif et estimatif (D.Q.E), daté et signé.

L'ensemble des pièces énumérées, ci-dessus, devront être ensuite insérées dans une 3^{ème} enveloppe, cachetée sur laquelle seront portées les mentions, ci-après :

Appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N°...25.../2018.
«Offre financière»
Dénomination du soumissionnaire et objet de l'avis d'appel d'offres

Les trois enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la

mention suivante :

Appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales

N°...25.../2018.

PROJET :

Lot N°

«A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres»

Est adressée à Monsieur le Directeur des Équipements publics, boulevard des Martyrs siège des trois (03) directions techniques à Chlef.

- La durée de préparation des offres est fixée à **21 jours** à compter de la première parution de l'avis d'appel d'offres avec exigence de capacités minimales dans la presse nationale en langue nationale et en langue française ou au Bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP).

- La date de dépôt des offres est fixée au dernier jour de la durée de la préparation des offres avant 10h00. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal la date retenue pour la remise des offres et l'ouverture des plis sera le premier jour ouvrable qui suit.

- La date d'ouverture technique et financière aura lieu à la date de dépôt des offres à 10h00. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal la date retenue pour la remise des offres et l'ouverture des plis sera le premier jour ouvrable qui suit.

- Les offres resteront valides pendant une période équivalente à la durée de la préparation des offres augmentée de trois (03) mois à compter de la date des dépôts des offres.

N.B. : Les soumissionnaires sont cordialement invités à la séance d'ouverture candidature, technique et financière des plis au niveau de la Direction des équipements publics de Chlef.

Sudoku N° 1928

	4		5		3	8	2
		2					
			3				
7							
8			7	1			
				9	6		4
9							6
		3	5				1
		5	6		4	2	

Codes N° 1928

1	2	3	4	5	6	7	8	9
						D		M
10	11	12	13	14	15			
				G	F			
16	17	18						
Z		B

7	3	8	3	5	3	2	3	2		6	3	9	3
3	10	1	11		10	3	10	12	11	4	6	3	2
	12	13	10	1	8	2	12	10	3		8	6	14
8	13	2	12	2	3		9	12	15	4	1	6	1
1		8	4	11	10	2	3		12	2	2	3	10
10	2	12	5	3	3		2	1	6	12	10		3
1	3	4	5		2	12		13	10		3	8	13
11		5	3	16	12	2	7	3	3	6		1	2
17	12	5		3		8	12	6	6	12	11	10	6
1	2	3	4	5	5	3	2	6		5	4	3	
13	6		11	12		12	7	12	17	10	3		1
7		17	12	10	10	13		11	4	1	5	1	6
2	12	9	17	3	2		10	10	8		5	13	3
3	11		10	13	4	5	3		1	17	3	2	3
	12	18	3	2	6		5	4	10	6		6	6

Pêle-mêle

Une couleur d'un bleu clair tirant sur le mauve

ANCRER	FIERTE	MOLLESSE
ATTAQUE	GREFFIER	MONACAL
BUTER	HONORE	OBOLE
CAPORAL	INCARTADE	PACTISE
CHINER	IRONIE	RONGE
CONFIANCE	MALAGA	SKIEUR
EPLORÉE	MANOIR	SUEDOISE
EXPÉDIE	MINUTEE	SURGELER
FIANCEE	MODERNISE	SURSAUTE

P	E	S	I	O	D	E	U	S	R	U	E	I	K	S
E	S	X	S	E	G	R	E	F	F	I	E	R	T	E
E	I	U	P	U	E	E	R	E	T	U	B	M	M	
C	T	M	R	E	R	D	P	S	E	I	N	O	R	I
N	C	O	A	G	D	S	A	L	S	R	D	R	M	N
A	A	N	T	E	E	I	A	T	O	E	C	A	V	U
I	P	A	T	R	L	L	E	U	R	R	L	N	E	T
F	O	C	A	O	N	E	N	T	A	E	L	A	E	
N	R	A	Q	N	B	N	I	R	G	E	C	E	O	E
O	A	L	U	O	O	S	G	A	R	I	O	N	A	M
C	L	C	E	H	E	H	R	E	N	I	H	C	I	E

Mots fléchés N° 1928

RACLE-RAIENT	FEUILLETA LE LIVRE	LOUANGÉ	LOUÉ DE L'ARGENT	REFUGES DE LIÈVRE	VRAIMENT CONTRE	LARGES ALLÉES
DÉMONSTRATION	VIVAIS	BLD'AINL	DISPOSABLES EN LIGNES	ÉGALISÉ		
			FEMME			
RENDIT PLUS TENDRE					ÉCRAN DU SALON	
SUBTILISA		BÊTISE			MOMENT DE MANGER	
		PAS VHS				
TEHML DL FLIPPER			OFFICE CÉLÈBRE			MISE À L'ÉCART
LIEU DE STOCKAGE			RÉELLE			
				PAS NOIR	PAS EN GRANDE QUANTITÉ	
					AI CHAUD	
MOUFLE AMÉLIORÉE	VENUE EN PLEURANT		SAC LONG			
			ÉBRITÉ			
		UN POIL À L'ŒIL		FATIGUAS		
		ENRAGE, OPINIÂTRE		RANGEAI		
GRAIN DE CUISINIER	PAS AP-PRIVOISÉ				MÉLANGÉ	HÔDLS
	11 M'S DE DÉTENTE					
		ENTOURA			SA SON PRÉCÉDANT	
		DE L'ARIÈGE			'AUTOMNE	
CHANTEUR SPORTIF			ALLÉGER LE LAIT			
ÉTENDAIS				FOURNIR DES ARMES		
				CANINE		
DIRIGER VERS UN MÉTIER	ANGLAIS HONORABLE		FLUIDUE			DIEU GHEC DE L'AMOUR
	MORDIL-LERA		NICOLAS OU IVAN DE RUSSIE			
					TERRES SORTIES DE L'EAU	
CÉRÉALES				AUTOUTER DES DÉCORATIONS		LAISSER ALLER SON IMAGINATION
BORTE DE POIGNÉE				PAS HAUT		
		PRINCIPE DE BASE			PASSAGE DE F. FUVF	MÉTAL DE RIJOUX
		CLASSE FERMÉE				11 HI HI LE TÊTE
ENTRÉE DE LA MAISON	G	BRUNIT		INVERSE		
				POSSÈDE		
			AFFLUENT DU RHÔNE			PRÉFIXE POUR À MOTIF
			POUR LE CAIJIUM			
PIÈCE DE FERMETURE	ACCESSOIRE DE FEMME (... À MAIN)			QUI SI PERSONNEL		
	D				PRENDRE EN MAIN	

Solutions

Mots codés	Mots fléchés	Sudoku
PAPERIERE	LA SASSURE	591
SABAR	RENTRE	827
SABA	RENTRE	642
INOX	RENTRE	315
TENTATION	RENTRE	987
CANCANIERE	RENTRE	738
AVANTAGE	RENTRE	964
ENFAIT	RENTRE	521
TEAU	RENTRE	287
MUET	RENTRE	491
BASTOS	RENTRE	356
MANTLES	RENTRE	419
PARACENTÈSE	RENTRE	653
BAIN	RENTRE	278
JEP	RENTRE	365
JEFF	RENTRE	278
ASACNEL	RENTRE	419
PANAI	RENTRE	973
ORNAIT	RENTRE	582
MELTAM	RENTRE	164
LAUREN	RENTRE	854
RENTRE	RENTRE	136
RENTRE	RENTRE	792
RENTRE	RENTRE	126
RENTRE	RENTRE	749
RENTRE	RENTRE	835

NUMEROS UTILES

Numéros Verts

- Police : 1548
- Gendarmerie nationale : 1055
- Sonelgaz : 3303
- Alerte kidnapping : 104
- Personnes en difficulté ou en détresse : 1527
- SOS Sécurité : 112
- SOS Santé : 115

Urgences

- SAMU : 021 23 50 50
- Police : 17
- Protection civile : 14
- Gendarmerie nationale : 021 96 42 22
- Sapeurs-Pompiers : 021 71 14 14
- Sûreté de la wilaya d'Alger : 021 73 00 73
- Centre antipoison : 021 97 98 98
- Centre des grands brûlés : 021 63 29 95
- Institut Pasteur : 021 67 25 02

Hôpitaux

- CHU Mustapha : 021 23 35 35
- CHU Ait Idir : 021 97 98 00
- CHU Ben Aknoun : 021 91 21 63
- CHU Beni Messous : 021 93 15 50
- CHU Kouba : 021 28 33 33
- CHU Bab El Oued : 021 96 06 06
- CHU Bologhine : 021 95 82 24
- CHU El Kettar : 021 96 48 97
- HCA Ain Naâdja : 021 54 05 05
- Hopital Tixeraine : 021 55 01 10
- Hopital Zéralda : 021 32 63 94
- Centre Pierre et Marie Curie : 021 23 66 66

Compagnies Aériennes

- Air Algérie : 021 74 24 28
- Tassili Airlines : 021 50 98 58
- Aigle Azur : 021 50 91 91
- Air France : 021 98 04 04

Dépannages

- Gaz : 021 68 44 00
- Electricité : 021 68 55 00
- Service des eaux : 021 67 50 30

Radios

- Chaîne I : 021 21 48 37
- Chaîne II : 021 69 11 70
- Chaîne III : 021 48 15 15
- Radio El Bahdja : 023 70 99 99
- Jil FM : 021 69 27 27
- ENRS : 021 69 34 03/06

Services

- Algérie Télécom : 100
- Serveur vocal chèques postaux : 1530
- Seaal : 3394
- Scouts musulmans algériens : 3033
- Association algérienne de psychiatrie : 1512
- Réclamations : 18
- Renseignements / Réveil : 19
- Télégramme : 13

Hôtels - Alger

- Hôtel El Djazaïr : 026 21 80 80
- Hôtel El Aurassi : 021 74 82 52
- Hôtel Hilton : 021 21 96 96
- Hôtel Sheraton : 021 37 77 77
- Hôtel Mercure : 021 24 59 70
- Hôtel Ibis : 021 98 80 20
- Hôtel Albert Premier : 021 73 65 06
- Hôtel Safir : 0551 42 58 48
- Hôtel El Riadh : 021 45 23 58
- Hôtel Mazafran : 021 32 00 00
- Hôtel AZ Zéralda : 023 32 55 89
- Hôtel Oasis - Kouba : 021 77 04 04
- Hôtel New Day - Kouba : 023 77 47 47
- Hôtel Mouflon d'Or : 021 54 25 62

Hôtels - Sud

- Hôtel El Djanoub - Ghardaïa : 029 89 46 20
- Hôtel - El Boustan - El Ménéa : 029 81 60 50
- Hôtel Tahat - Tamanrasset : 029 31 21 21
- Hôtel Gourara - Timimoun : 049 90 26 27
- Hôtel Touat - Adrar : 049 96 99 33

- 08h30 : Bonjour d'Algérie
- 11h00 : Avis religieux
- 12h00 : Journal télévisé en français
- 12h25 : Spéciale 28 octobre
- 14h30 : Visite
- 15h00 : Twahacht Bladi

- 16h30 : Biblide
- 17h00 : Ikhoua El Fadha'e
- 17h25 : El Mektoub
- 18h00 : Journal télévisé en amazigh
- 18h25 : Radjeli Chef
- 19h00 : Journal télévisé en français

- 19h25 : Dar Da Meziane III
- 20h00 : Journal télévisé du 20 h
- 20h45 : Canal Foot
- 22h00 : Culture Club
- 23h00 : Festival de la musique Hawzi

20h00 : Batman vs Superman

Alors que Metropolis est le théâtre d'un affrontement titanesque entre Superman et le général Zod, Bruce Wayne tente de sauver des vies dans la ville dévastée. Quelques mois plus tard, au cours d'une plongée dans l'Océan indien, des hommes trouvent un fragment de kryptonite. Au même moment...

22h15 : Skyfall

A Istanbul, James Bond doit récupérer un disque dur où se trouve une liste d'agents infiltrés. Blessé accidentellement par sa coéquipière, il est laissé pour mort et disparaît.

La mission ayant échoué, M est mise à la retraite d'office. Alors qu'elle regagne l'immeuble du MI6, une bombe détruit son bureau. Bond sort alors

de la clandestinité et regagne Londres. Avant d'enquêter, il doit être soumis à une série de tests.

20h05 : Les enquêtes de Vera

L'inspectrice Vera Stanhope est appelée sur les lieux d'un dramatique accident de la circulation. Elle comprend vite qu'un chauffard a essayé de tuer la victime, une jeune femme du nom de Faye Wakeland. En fouillant dans le passé de cette dernière, Vera Stanhope se rend compte que la

disparue était aussi aimée que détestée. Vera et Aiden se heurtent au mutisme des habitants qui semblent cacher un secret...

21h40 : 14-18 : Refuser la guerre

Refus d'aller au front, émeutes, grèves, mutilations volontaires... de jeunes hommes se sont rebellés face à la «grande boucherie» dans les tranchées pendant la Première Guerre mondiale. S'apparentant à un mythe silencieux, ces actes ayant une forte charge symbolique ont longtemps été tabous...

20h00 : Football : Ligue 1 Conforama Marseille-Paris SG

Après un début de saison sans faute, le PSG se déplace au Stade Vélodrome pour y défier son rival historique. Si les deux clubs s'étaient séparés sur le score de 2-2 l'an passé, l'Olympique de Marseille n'a plus battu les Parisiens à domicile depuis 2011. Kylian Mbappé reste sur un quadruplé phénoménal contre l'Olympique...

19h50 : The Town

A Boston, dans le quartier de Charlestown, Doug MacRay fait partie d'un gang de braqueurs qui se targue de réussir chaque coup sans répandre le sang. Lors de leur dernier casse, ils prennent en otage Claire Keesey, la directrice de la banque, avant de la relâcher. Lorsqu'ils découvrent qu'elle habite Charlestown, James, l'un des braqueurs,...

20h05 : Lucifer

Reese Getty, journaliste d'investigation et mari de Linda, se réveille d'un long coma. Enthousiaste à l'idée de retrouver sa femme, il tombe de haut en découvrant la complicité de celle-ci avec Lucifer. Fou de jalousie, il décide de fouiller dans la vie de son rival afin de détruire sa réputation...

21h35 : Chroniques criminelles

Affaire Fatima Anehad: la veuve noire et les lingots d'or. En avril 2002, Roger Bendeçon, joaillier parisien, se volatilise alors qu'il se trouve en voyage d'affaires au Maroc. Sa compagne Fatima Anehad affirme qu'il s'agit d'une disparition volontaire, mais sa belle-famille en doute... Le calvaire de Debra. Le 16 septembre 1973,...

Hôtel - Béjaïa

- Hôtel Les Hammadites : 0776 88 22 38

Hôtel - Tizi-Ouzou

- Hôtel Lalla Khedidja : 0795 22 65 77

AEROPORTS

- Houari Boumediène - Alger : 021 50 91 91
- Rabah Bitat - Annaba : 038 52 01 59
- Ahmed Ben Bella - Oran : 041 59 10 77
- Mostepha Ben Boulaïd - Batna : 023 77 01 10
- Mohamed Boudiaf - Constantine : 031 81 01 24
- 8 Mai 1945 - Sétif : 0651 88 73 66

Hôtels - Est

- Hôtel Antar - Béchar : 049 81 71 63
- Hôtel Kerdada - Bou Saâda : 035 53 39 04
- Hôtel Le Caïd - Bou Saâda : 035 53 43 94
- Hôtel Zaïd - Hassi Messaoud : 0660 20 88 20
- Hôtel La Gazelle d'Or - El Oued : 032 11 89 02
- Hôtel Marriott - Constantine : 035 53 39 04
- Hôtel Ibis - Constantine : 031 99 20 00
- Hôtel Cirta - Constantine : 031 92 19 80
- Hôtel Le Majestic - Annaba : 038 86 54 54
- Hôtel El Mountazah - Annaba : 038 65 24 12
- Hôtel El Hidhab - Sétif : 036 51 41 34

Hôtels - Ouest

- Hôtel Sheraton - Oran : 041 59 01 00
- Hôtel Royal - Oran : 041 29 17 17
- Hôtel Ibis - Oran : 041 98 23 00
- Hôtel Renaissance - Tlemcen : 043 40 11 11
- Hôtel Les Zianides - Tlemcen : 043 27 71 21 à 25
- Hôtel Ziri - Ghazaouet : 043 32 30 25

Pêche sous-marine

33 juges-arbitres présents au premier stage national à Mostaganem

Un premier stage du genre dédié aux arbitres-juges en pêche en apnée sous-marine vient d'être organisé à Mostaganem, a-t-on appris de l'entraîneur national militaire de cette discipline. 33 personnes ont pris part à ce stage de formation, organisé sous l'égide de la Fédération algérienne de sauvetage, de secourisme et des activités subaquatiques (FASSAS), a indiqué Chedjari Mir Ali, l'un des participants à ce regroupement. «Ce fut un stage très bénéfique ayant permis de parfaire nos connaissances dans le domaine.

Il a été clôturé par la remise de diplômes aux participants, ce qui m'a permis personnellement par exemple d'encadrer la 8^e compétition inter-façades navales en pêche sous-marine qui vient d'avoir lieu au niveau de la base navale principale de Mers El Kebir à Oran», a-t-il précisé. «La FASSAS est en train de remédier au déficit en matière de juges-arbitres dans cette discipline, une condition sine qua non pour espérer développer ce sport en Algérie», a-t-il encore insisté. L'entraîneur national militaire a reconnu au passage qu'il restait encore un long chemin à parcourir pour que ce sport retrouve son aura en Algérie. Il a rappelé à ce propos les difficultés financières énormes dont était victime la FASSAS l'obligeant depuis la saison passée à annuler plusieurs compétitions pour se contenter de tournois locaux pas très coûteux,

selon ses dires. Ces difficultés financières se sont également répercutées sur la sélection nationale qui a fait l'objet d'une dissolution qui ne disait pas son nom. Ce n'est que dernièrement que la Fédération a entamé une nouvelle action dans l'optique de reconstruire une nouvelle équipe nationale, souligne-t-on. Cette action coïncide également avec les démarches entreprises par les responsables du sport militaire pour monter à leur tour une sélection algérienne en pêche sous marine. «La compétition inter-façades de Mers El Kebir, clôturée, mercredi dernier, m'a permis de dénicher pas moins de cinq éléments ayant le profil pour intégrer la sélection militaire qu'on est en train de se former en prévision des prochaines compétitions nationales et internationales», s'est réjoui l'entraîneur national militaire, Chedjari.

Championnats du monde 2018 de lutte (seniors)

Benaïssa rate le bronze en lutte gréco-romaine, 7^e place pour Adem Boudjemline

Le lutteur algérien Tarek-Aziz Benaïssa (72 kg) a raté la médaille de bronze de sa catégorie en lutte gréco-romaine aux championnats du monde 2018 (seniors), en s'inclinant face au Bulgare Aik Mnatsakanian sur le score de 9 à 0, en finale pour la troisième place disputée vendredi à Budapest (Hongrie). Éliminé en huitième de finale, jeudi, par le Hongrois Balint Korpasi (11-0), Benaïssa a réussi à se hisser à la finale pour la médaille de bronze en s'imposant lors des repêchages face au Brésilien Joilson De Brito Ramos Junior (4-1). La médaille d'or de la catégorie (72 kg) est revenue à l'Allemand Frank Staebler vainqueur du Hongrois Balint Korpasi (2-1), alors que la deuxième médaille de bronze a été remportée par l'Azéri Rasul Chunyav qui a battu le Russe Abouyazid Mantsigov (4-3). Un autre lutteur algérien a effectué ce vendredi son entrée en lice dans la compétition. Il s'agit de Boudjemline Adem (87 kg), éliminé en huitième de finale face au Turc Metehan Basar (3-2). Il va défier lors des repêchages pour la médaille de bronze le Canadien Philip Rawerio

Barreiro. Pour sa part, Hamza Haloui (97 kg) devait affronter, ce samedi, le Tchèque Ondrej Dadak pour le compte des 16^{es} de finale. Quant à Fergat Abdelkrim (55 kg) il avait été éliminé, jeudi, en 1/8 de finale de la catégorie devant le Brésilien, Sargis Khachatryan (5-3). La sélection algérienne masculine de lutte associée (gréco-romaine) prend part avec quatre lutteurs aux championnats du monde 2018 (seniors), organisés du 23 au 28 octobre à Budapest en Hongrie, sous la conduite du staff technique national, composé du Roumain Rusu Dumitru Cornell et Benjedaa Maazouz. Dans le même contexte toujours, l'Algérien Adem Boudjemline (87 kg) a terminé à la septième place de la lutte gréco-romaine des championnats du monde 2018 (seniors) qui se déroulent à Budapest en Hongrie. Après avoir perdu son combat en 1/8 de finale devant le Turc, Metehan Basar, finaliste de la catégorie, Boudjemline (87 kg) a remporté son premier combat de repêchage devant le Canadien, Philip Barreiro (9-0), avant de tomber face au Géorgien, Roberti Kobliashvili. De son côté, Haloui Hamza (97 kg), entrera en lice ce samedi pour le compte des 1/16^{es} de finale face au tchèque, Ondrej Dadak. Vendredi, Tarek-Aziz Benaïssa (72 kg) avait terminé à la cinquième place après avoir perdu son combat pour la médaille de bronze devant le Bulgare, Aik Mnatsakanian. Il avait gagné son combat de repêchage face au Brésilien, Joilson De Brito Ramos Juniors (4-1). Pour le compte des qualifications de la lutte gréco-romaine, Benaïssa a battu le Tchèque, Matous Morbitzer (8-4), avant de perdre en 1/8 de finale devant le Hongrois, Balint Korpasi (11-0), médaillé d'argent du tournoi mondial, Par ailleurs,

Fergat Abdelkrim (55 kg) a été éliminé en huitièmes de finale devant le Brésilien, Sargis Khachatryan (5-3). La sélection algérienne masculine de lutte associée (gréco-romaine) prend part avec quatre lutteurs aux champion-

nats du monde 2018 (seniors), organisés du 23 au 28 octobre à Budapest en Hongrie, sous la conduite du staff technique national, composé du Roumain Rusu Dumitru Cornell et Benjedaa Maazouz.

Publicité

République Algérienne Démocratique et Populaire

DIRECTION DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS DE LA WILAYA DE CHLEF

N° D'IDENTIFICATION FISCAL : 099802019121821

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, le Directeur des équipements publics informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres national ouvert N° 08/2018 paru dans les quotidiens «L'Echo d'Algérie» en date du 10/06/2018 et «البلاد» en date du 11/06/2018, relatif à l'Aménagement des établissements scolaires cycle primaire à travers la wilaya répartis en (36 lots), qu'après réévaluation des offres techniques et financières en date du 16/10/2018, les travaux ont été attribués comme suit :

DÉSIGNATION DU PROJET	SOUSSIONNAIRES	Note technique obtenue	MONTANT DA/TTC	DÉLAIS	CRITÈRES DE CHOIX
- Lot N° 12 : PRIMAIRE BENAY MAAMER à ABOU EL HASSEN (réhabilitation)	ENNEDJMA Nabila ép. CHERANTI NIF : 298202020032644	50	3.302.200,00	45 jours	LE MOINS-DISANT

N.B. :

- Conformément aux dispositions de l'article 82 du décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, les soumissionnaires qui souhaitent avoir des précisions sur les résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières peuvent se rapprocher du service contractant, au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la première publication de l'attribution provisoire du marché dans la presse qui a assuré la publication de l'avis d'appel d'offres national ouvert et au Bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP).

- Conformément aux dispositions de l'article 82 du décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public. Les soumissionnaires qui contestent le choix opéré par le service contractant, peuvent introduire un recours et ce, dans un délai de dix (10) jours à compter de la première publication de l'avis d'attribution provisoire du marché, dans la presse qui a assurée la publication de l'avis d'appel d'offres national ouvert et au Bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) auprès de la commission des marchés compétente.

AGEx de la Fédération de boxe

Installation des commissions de candidatures, de recours et de passation de consignes

Les membres de l'Assemblée générale de la Fédération algérienne de boxe (FAB), convoqués en session extraordinaire, ce vendredi, à Alger, ont procédé à l'installation des commissions de candidatures, de recours et de passation de consignes, en vue de l'élection d'un nouveau président de l'instance fédérale. Les 40 membres présents sur les 50 que compte l'AG, ont désigné Abdelkader, président de la commission de candidatures qui a immédiatement pris ses fonctions, indiquant que «le dernier délai du dépôt des dossiers de candidatures a été fixé au 4 novembre». «Je remercie les membres de l'AG de leur confiance. Je vais faire le maximum pour mener à bien cette mission afin que notre Fédération retrouve sa légalité», a-t-il déclaré. Avant l'ouverture des travaux, l'actuel président de la FAB, Abdeslam Draa, dont la mission a pris fin à l'issue de cette AGEx, a lu une correspondance émanant du ministère de la Jeunesse et des Sports sommant la FAB à tenir une assemblée générale extraordinaire pour l'élection d'un nouveau président conformément au verdict du Tribunal algérien de règlement des litiges sportifs (TARLS). Pour rappel, une précédente Assemblée générale extraordinaire, tenue le 15 juillet 2017 au Centre Ghermoul d'Alger, avait retiré sa confiance au président de l'instance fédérale, Abdelmadjid Nehassia, et une assemblée électorale avait été organisée le 1er août. Nehassia avait été élu le 4 mars 2017 à la tête de la FAB pour le mandat olympique 2017-2020 en remplacement de Nabil Sadi.

AGE de la FAF

Le projet de Zetchi passe sans encombre

Comme il fallait s'y attendre, c'est à l'unanimité que les membres de l'Assemblée générale extraordinaire (AGEx) de la Fédération algérienne de football (FAF) ont adopté, hier, le projet de réalisation de quatre centres de formation.

Lors de ce conclave qui s'est déroulé au Centre technique national de la FAF de Sidi Moussa (CTN), le projet de Zetchi est passé, donc, comme une lettre à la poste. Il ne pouvait pas en être autrement, car tout était ficelé à l'avance pour qu'il passe sans encombre. D'autant qu'il a été devancé par une campagne de sensibilisation afin de mettre en exergue son côté «bénéfique», pour la formation dans le futur. Tel qu'il a été présenté, le projet ne pouvait pas être contesté ou bloqué. D'autant que les pouvoirs publics l'accompagnent et le soutiennent en promettant de réserver des

assiettes de terrain pour permettre l'édification des 4 centres de formation dont le coût avoisine les 1.5 milliards de dinars pour chacun. Zetchi a considéré cette journée comme historique pour le renouveau du football local. «C'est un coup fatal pour les ennemis de la formation chez nous. Ce projet va être bénéfique pour les clubs et pour toutes les équipes nationales», a-t-il souligné. Tout en indiquant qu'il a reçu l'aval et le soutien du président de la Fifa, Gianni Infantino. Reste à présent à concrétiser ces projets sur le terrain. Ce qui est une autre paire de manche.

A. N.

AGEx de la FAF

«C'est un jour historique pour le football algérien»

Le président de la Fédération algérienne de football (FAF), Kheireddine Zetchi, a qualifié de «jour historique pour le football algérien», l'adoption, ce samedi, à Alger, du projet de réalisation de quatre centres de formation par les membres de l'Assemblée générale (AG), réunis en session extraordinaire (AGEx). «Aujourd'hui, c'est un jour historique pour le football national car ce qui est important, c'est de voir la famille du football national se réunir autour d'un projet. Notre rôle en tant que Fédération est d'apporter le changement et le basculement dans une nouvelle ère, l'ère de la

formation. Vous avez eu preuve que l'Assemblée était unanime à vouloir apporter le changement et c'est ce qui est important», a déclaré le patron de la FAF lors d'une conférence de presse tenue au Centre technique de Sidi Moussa (Alger) à l'issue des travaux de l'AGEx. Des 98 membres présents sur les 120 composant l'assemblée générale, 96 ont adopté le projet contre une abstention et une voix contre. Selon Zetchi, ces centres de formation qui seront implantés dans différentes wilayas (Tlemcen, Saïda, El Tarf et Batna) seront «un réservoir» pour l'équipe A dans les années à venir. «Ce projet sera très bénéfique pour le football national car les clubs et les équipes nationales de jeunes vont en profiter. Il sera aussi un réservoir pour l'équipe nationale A car ce genre de centre permettra de découvrir de jeunes talents. Aussi, plusieurs clubs ont commencé à se lancer dans ce principe, notamment l'USM Alger et la JS Kabylie. Même le CA Bordj Bou-Arréridj nous a invités pour voir leur présentation 3D. C'est ce que nous voulons, nous voulons apporter le changement et permettre aux clubs d'exercer leur véritable vocation, à savoir la formation», a dit le président de l'instance fédérale. Concernant le volet financier, Zetchi avance un chiffre de 4 milliards de dinars comme coût des quatre centres. «Suite à l'estimation du Bureau d'études, on peut dire que le montant d'un centre pourrait avoisiner 1,4 milliard de dinars. Mais il faut que vous sachiez que cette étude est préliminaire car on ne peut pas engager un bureau d'études à faire une étude technique approfondie sans l'approbation du projet.

Ce chiffre pour moi est exagéré et nous pensons que nous allons réaliser le projet de Tlemcen à 1 milliard de dinars», a expliqué Zetchi qui a précisé qu'il était «fort possible que les travaux du centre de Tlemcen commencent début 2019». Par ailleurs, le président de la FAF a démenti «vigourement» l'information relative à l'interdiction faite par la Fédération internationale de football (FIFA) aux Fédérations de s'impliquer dans ce genre de projet. «Aucun article de la FIFA n'interdit ce genre de projet, au contraire elle encourage à travers son programme ce type d'initiative. Nous avons le parrainage et l'accompagnement du président de la FIFA Gianni Infantino. Ce sont des projets qui s'inscrivent en droite ligne de la politique de la FIFA car elle encourage la politique de développement. Déjà, la FIFA alloue annuellement une aide de 1,25 million de dollars pour le fonctionnement et le développement», a conclu Zetchi.

CAN 2023

La Fifa donne son accord pour le déroulement du tournoi en juin-juillet

La Fédération internationale de football (Fifa) a accepté la demande de la Confédération africaine de football de déplacer la Coupe d'Afrique des nations CAN-2023 de janvier/février vers juin/juillet, a indiqué, ce vendredi, l'instance internationale. Le Conseil de la Fifa réuni ce vendredi à Kigali (Rwanda) a approuvé la «requête de la CAF visant à organiser la Coupe d'Afrique des nations 2023 en juin/juillet plutôt qu'en janvier/février». Par ailleurs, le Conseil a approuvé la requête de la CONMEBOL visant à décaler l'organisation de la Copa América des

années impaires aux années paires, et ce, à compter de l'édition 2020 qui se tiendra du 12 juin au 12 juillet 2020. En outre, le tournoi sera désormais organisé tous les quatre ans à des fins d'harmonisation avec l'EURO de l'UEFA. Et le calendrier international des matches pour le football féminin, qui est désormais basé sur un cycle quadriennal (2020-2023) a été adopté. Le calendrier comprend six fenêtres internationales par an ainsi qu'une description détaillée des différents types de fenêtres et des conditions qui s'appliquent à chacune d'entre elles

Galatasaray Feghouli sur le départ cet hiver

L'international algérien de Galatasaray, Sofiane Feghouli, pourrait bien quitter le club turc cet hiver comme l'ont révélé certains médias locaux. En effet, la direction du club sang et or se prépare à se séparer de quelques joueurs qui perçoivent des salaires importants, à l'image de l'ancien joueur de Valence, le Marocain, Younes Belhanda, et d'autres. Toujours selon la presse locale, les dirigeants de Galatasaray ont informé les agents de ces joueurs qu'ils étaient autorisés à chercher des clubs pour leurs poulains en prévision du prochain mercato hivernal. Il faut dire que ce n'est pas la première fois que Galatasaray agit de la sorte, lui qui avait déjà décidé de mettre sur le marché des transferts Feghouli vers la fin du mercato estival dernier, sauf que le joueur n'a pas souhaité répondre favorablement aux sollicitations de certains clubs du Golfe qui le voulaient. Sofiane Feghouli demeure le joueur le mieux payé du club actuellement avec un salaire annuel avoisinant les 3,5 millions d'euros. La crise financière qui frappe la Turquie depuis quelques mois a mis en difficulté les clubs turcs, notamment les plus grands, qui se sont résolus à baisser la masse salariale afin de ne pas crouler sous les dettes.

Nice Atal forfait contre Bordeaux

Le latéral droit algérien de l'OGC Nice Youssef Atal souffre d'une lésion musculaire aux ischios selon le point médical effectué par le site du club niçois. L'Algérien aurait ressenti une douleur lors du dernier match face à l'OM dernier dernier (défaite 1-0). Alors que Patrick Vieira n'a pas encore communiqué son groupe pour affronter les Girondins de Bordeaux ce soir à 16h00, Youcef Atal est d'ores et déjà forfait.

Al Fujairah SC Benyettou inscrit son septième but

L'attaquant algérien d'Al Fujairah SC, Mohamed Benyettou, est en train de faire un début de saison remarquable du côté du championnat des Emirats, il a inscrit son septième but en sept matchs, ce vendredi 26 octobre, lors de la septième journée face à l'équipe de Dibba. L'ancien avant-centre de l'USM El Harrach a égalisé d'une reprise de la tête sur un centre de son ailier droit à un quart d'heure de la fin. Mohamed Benyettou aura contribué à la victoire des siens (2-1) dans le derby de Fujairah. L'attaquant algérien est l'homme fort de cette équipe d'Al Fujairah SC, il a inscrit plus de la moitié des buts de son équipe. Benyettou est arrivé lors de ce Mercato d'été, en provenance d'Al Shabab.

Ajaccio Nouri double passeur face à Châteauroux

Le milieu de terrain algérien d'Ajaccio, Riad Nouri, a offert deux passes décisives, avant-hier, lors du déplacement de son équipe à Châteauroux pour le compte de la 12^e journée de Ligue 2 française. Le capitaine de 33 ans a trouvé son coéquipier, Cédric Avinel, au deuxième poteau sur un centre à la 9^e minute de jeu pour le premier but des acéistes. Riad Nouri a délivré, moins de dix minutes plus tard, une passe gagnante à Mattéo Tramoni, qui inscrit le deuxième but. Le très expérimenté milieu de terrain apporte beaucoup à Ajaccio depuis le début de saison, il a inscrit trois buts et offert quatre passes décisives.

Coupe arabe des clubs, ce soir (20h) à Sétif ESS-Ahly Djeddah

L'Entente veut oublier la Ligue des champions

De la Ligue des champions africaine, à la Coupe arabe et d'un Ahly à un autre. L'ESS n'a pas eu le temps de gamberger et de digérer son élimination en demi-finales de la C1 africaine, qu'elle va devoir remettre son bleu de chauffe pour «attaquer» une nouvelle compétition. Il s'agit des huitièmes de finale aller de la Coupe arabe des clubs.

Les Sétifiens accueilleront en effet ce soir (20h), l'équipe saoudienne de Ahly Djeddah. Une autre rencontre difficile pour les poulains de Rachid Taoussi surtout que leur maître à jouer, Abdelmoumen Djabou est annoncé absent pour cause de blessure. Un coup dur pour l'Entente, si son forfait se confirme. D'autant que l'adversaire est redoutable avec son armada de joueurs étrangers emmenés par le Brésilien De Souza, le Syrien Omar El Somah, ou encore l'attaquant cap-verdien, Jorge Djaniny. Ahly Djeddah peut compter également sur ses mondialistes saoudiens comme Taisir Al Jassim. L'équipe de Djeddah reste sur une large victoire (5 - 1) en championnat local face à Al Fateh. Elle avait néanmoins connu une cuisante défaite (6 - 2), lors de la précédente journée devant Al-Ettifak. C'est une équipe capable, donc, du meilleur comme du pire. Les Sétifiens sont avertis, eux qui aborderont cette manche avec un esprit revancharde, après leur sortie en Ligue des champions africaine. Ils voudront aller loin dans cette compétition pour prouver

qu'ils ont leur place dans le gotha arabe. Pour rappel, l'ESS a déjà remporté cette épreuve, même si cette fois la concurrence s'annonce plus rude avec la présence des meilleures formations égyptiennes, tunisiennes, marocaines et autres saoudiennes. Toutefois, l'Entente a des atouts à faire valoir. La bande à Taoussi sera favorite dans ce match qui se déroulera sur la pelouse du stade du 8-Mai-45. Elle tentera de faire la différence devant son public pour aborder le match retour dans les meilleures conditions. Mais l'essentiel est de ne pas encaisser, sachant l'importance du but marqué à l'extérieur dans ce genre de confrontations à élimination directe. Le coach sétifien devra, pour sa part, reconduire la même équipe qui a affronté le Ahly du Caire, la semaine dernière, à un ou deux éléments près. Si ses poulains réalisent le même rendement que face aux Egyptiens, et avec un brin de réussite, il n'y a pas de raison pour qu'ils ne l'emportent pas. C'est tout le mal qu'on leur souhaite.

Ali Nezlioui

Equipe nationale Gaouaoui ouvre le feu sur Zetchi

Quelques mois après avoir résilié son contrat avec la Fédération algérienne de football, l'ancien portier international algérien Lounes Gaouaoui n'a pas hésité à ouvrir le feu sur le président de la FAF Kheireddine Zetchi lors de son passage dans une émission foot sur la chaîne El Djazaïria one. Interrogé sur la raison pour laquelle il a quitté le staff technique de l'EN, Gaouaoui a indiqué qu'il était dans l'obligation de prendre cette décision parce que la Fédération a fait signer Aziz Bouras. L'ancien portier de la JSK est parti loin dans ses déclarations lorsqu'il a indiqué que Zetchi n'a pas de parole et qu'il a éteint son téléphone pour ne pas parler avec lui. Le président de la FAF se serait contenté d'envoyer quelqu'un d'autre à sa place, ce qui a poussé Lounes Gaouaoui à refuser les

trois mois que la Fédération lui devait, d'autant que le salaire qu'il recevait en équipe nationale était divisé par deux par rapport à celui touché à la JSK (25 millions par mois soit 1200 €, contre 50 millions à la JSK). «J'ai essayé de le joindre plusieurs fois par téléphone mais il a refusé de me répondre avant de m'envoyer le secrétaire général pour parler à sa place. La FAF a fait signer un nouvel entraîneur des gardiens et j'étais dans l'obligation de résilier mon contrat. Je n'ai rencontré le président de la FAF qu'une seule fois à Sidi Moussa et c'est une personne qui n'a pas de parole malheureusement. La FAF me doit trois mois de salaire, un salaire qui était à peine la moitié de ce que je touchais à la JSK. Je n'en veux plus de cet argent, qu'il aide quelqu'un d'autre avec».

Egypte-Algérie (Angola 2010) Kheireddine Zetchi : «Les déclarations de Saâdane n'engagent que lui»

La première réaction officielle aux déclarations explosives de Rabah Saâdane au sujet de l'existence d'une combine lors du match Algérie-Egypte en demi-finale de la Coupe d'Afrique en Angola en 2010 a fait réagir, ce samedi, le président de la FAF, Kheïreddine Zetchi, en marge de l'AGEX, renvoyant l'ex-coach à ses propos.

«Les déclarations de Saâdane n'engagent que lui. C'est la deuxième fois qu'il évoque ce sujet. Je n'ai aucun commentaire à faire. Dieu merci, nos relations avec la Fédération égyptienne et son président, Hani Abou Rida, sont excellentes, en témoignent les deux derniers matchs amicaux disputés en Algérie entre les sélections olympiques des deux pays. J'espère que nous n'aurons pas problème avec aucune fédération nationale». Au sujet du report de la 12^e journée des championnats des Ligues 1 et 2, intervenu jeudi soir, et qui a donné lieu d'ailleurs à moult spéculations, Zetchi a préféré présenter ses excuses tout en cherchant à minimiser l'incidence de ce report inopportun.

«Je pense que la réussite de cette AGEX

n'aura pas été possible sans le report de cette journée. Cela ne va rien changer au niveau du calendrier. Il n'y aura aucune incidence, mais il y a des circonstances qui peuvent être tout à fait compréhensibles. Je ne vais pas condamner la Ligue professionnelle (LFP) ou même la FAF parce qu'il y'a eu ce report». Et le prési-

dent de la FAF de présenter ses excuses. Pour les clubs qui se sont déplacés, assurant qu'il y aura des décisions de remboursements de frais. Le président de la LFP ne va pas fuir ses responsabilités. Les matchs reprendront à partir de mardi prochain, et nous terminerons cette première partie de la saison dans les délais »

Supercoupe d'Algérie L'USM Bel-Abbès en stage à Alger à partir de demain

L'USM Bel-Abbès effectuera à partir de demain un stage bloqué à Alger en prévision de la finale de la Supercoupe d'Algérie qui l'opposera, ce jeudi, face au CS Constantine au stade Mustapha-Tchaker de Blida, a-t-on appris de la direction de ce club de Ligue 1 de football. L'USMBA jouera pour la première fois de son histoire cette finale, après avoir remporté la précédente édition de la Coupe d'Algérie en battant dans le dernier match la JS Kabylie (2-1), le 1er mai passé au stade du 5-Juillet à Alger. Le rendez-vous de jeudi contre le champion en titre permettrait, en cas de victoire, aux gars de la Mekerra de soigner leur moral ébranlé par de nombreux problèmes multidimensionnels ayant conduit l'équipe à se positionner à la 15^e et avant-dernière place au classement du championnat après 11 journées. Les Vert et Rouge seront coachés pour la première fois par l'entraîneur, Youcef Bouzidi, qui vient de succéder à Moez Bouakaz, démis de ses fonctions pour insuffisance de résultats. Ils restent sur un nul ramené du terrain du DRB Tadjenanet (1-1), mardi dernier, dans le cadre de la mise à jour de la 11^e journée. En disputant la finale de la Supercoupe d'Algérie, le club phare de Sidi Bel-Abbès en profitera également pour renflouer ses caisses par au moins 10 millions de dinars, représentant la prime offerte par le sponsor de la compétition à chacun des deux finalistes de l'épreuve.

Ligue 1 Mobilis - USM Alger Le mois de novembre s'annonce très chargé

L'USM Alger, actuel coleader du championnat de Ligue 1 Mobilis de football aura un calendrier très chargé pendant le mois de novembre, car appelé à disputer cinq gros matchs en l'espace de seulement 23 jours (quatre en Championnat et un en Coupe arabe), tout en ayant aucun droit à l'erreur, pour espérer rester en course dans ces deux compétitions. Les Rouge et Noir commenceront par recevoir leur coleader, la JS Kabylie, le 6 ou le 7 novembre pour le compte de la 13^e journée de championnat, avant d'enchaîner trois jours plus tard par un périlleux déplacement chez le MC Oran, pour le compte de la 14^e journée. Les camarades du capitaine Mohamed Lamine Zemmamouche auront à peine eu le temps de souffler qu'ils seront appelés à accueillir le champion en titre, le CS Constantine, qui viendra leur rendre visite au stade Omar-Hamadi, le 15 dudit mois, en match avancé de la 15^e journée. Dès le lendemain de cette chaude empoignée, les Algérois commenceront à préparer leur déplacement au Soudan, en prévision du 8^e de finale «aller» de la Coupe arabe 2018, qui les opposera à Al Merrikh local, le 20 du même mois. Ce n'est qu'à partir de là que l'USMA commencera à souffler un peu, puisque son match suivant n'aura lieu que le 29 novembre. Ce sera pour la réception de l'Entente sportive sétifienne, en match comptant pour la mise à jour de la 11^e journée du championnat. Un calendrier hyper chargé donc pour le club de Soustara et qui sera probablement déterminant pour la suite de son parcours, aussi bien dans le championnat local qu'en Coupe arabe.

من المكتاب إلى القارئ

الأطبعة

للمالون الدولي
للكتاب بالجزائر
29 أكتوبر
10 نوفمبر
قصر المعارض
المنوير البحري، جناح [C]

www.anep.com.dz
Anep Groupe

de l'Auteur au Lecteur

SALON

INTERNATIONAL
DU LIVRE D'ALGER
29 Oct
10 Nov
Palais des Expositions
Pins Maritimes - Pavillon [C]

www.anep.com.dz
Anep Groupe

À PARTIR DE 14H00

Vente-signature

Editions ANEP - SILA 2018

<p>Mardi 30 octobre اليوم: Merzac BAGTACHE (Roman) Belkacem MEGHZOUCHEM (Roman) مؤثر الحروسة يؤذن في فونسا</p> <p>Mercredi 31 octobre Ammar BELHIMER Les voies de la paix, Rahma, concorde et réconciliation (Essai) Mustapha CHERIF (Essai) La civilisation musulmane. Modèle universel du juste milieu</p> <p>Jeudi 1 novembre Yamina CHELLALI (Biographie-Histoire) Yamina CHELLALI, une femme au maquis</p> <p>Vendredi 2 novembre Kader FERGHICHE (Roman) Moi, soldat algérien de la Guerre 14-18 Amina MEKAHLI (Nouvelles) Les éléphants ne meurent pas d'ouïl Mohamed ABDALLAH (Roman) Souvenez-vous de nos sœurs de la Soummam</p> <p>Samedi 3 novembre Brahim ROMANI (Témoignages) Boualem BESSAÏH, Dix ans avec le diplomate, le politique et l'intellectuel Amine KHERBI (Essai) L'Algérie dans un monde en mutation. Regards sur la politique économique, la sécurité nationale et les relations internationales</p>	<p>Abdelmadjid Ibn TCHOUBANE (Récit) Qaâda au cœur de la Médina Dimanche 4 novembre (Salle El Djazaïr) Hamid ZOUBA (autobiographie) Ma vie, ma passion Ahmed BESSOL LAHOUARI et Nazim BESSOL (SPORT) L'ENCYCLOPÉDIE VERT ET BLANC, LES BLOCS-NOTES REVISITES (1963-1988)</p> <p>Lundi 5 novembre Ginette AUMASSIP et Sid-Ahmed KERZABI (Beau livre-Archéologie) Mémoire des pierres Mohamed BALHI (Histoire) Dey Hussein, dernier souverain d'El Djazaïr (1818-1830)</p> <p>Mardi 6 novembre Kamel BAKIRI (Histoire) La péninsule de Collo. L'histoire d'une région Lila BENZAZA (Roman) Un arbre fleurira à l'aube</p> <p>Mercredi 7 novembre M'hamed HOUAOURA (Histoire) هجرة عوداي، الرحلة المسية Abdelkrim TAZAROUTE (Beau livre) Djamel Allem, de Ourstrou au Youyou des anges Et (Dictionnaire) Chéma algérien, actrices, actrices sous les feux de la rampe</p> <p>Vendredi 9 novembre Mohamed Malaïka (Mémoires) أحداث من التارة Mohamed Bouazzara (Mémoires) عشت مع أولئك ووفت هؤلاء</p>
---	---

برنامج بيع بالجملة

مشغورات ANEP - الموضي التجاري للكتاب بالجزائر 2018

<p>عبد المجيد ابن شونان Qaâda au cœur de la Médina اللد 4 نوفمبر حميد زوا سيرة ذاتية) Ma vie, ma passion أحمد ببول ليوازي وزيوم ببول L'encyclopédie Vert et Blanc Les blocs-notes revisités (1963-1988) (رياضة)</p> <p>الثلث 5 نوفمبر جينات أوماسيب و سيد احمد كرزاي Mémoire des pierres (علم الأثر) محمد بلحي Dey Hussein, dernier souverain d'El Djazaïr (1818-1830)</p> <p>الثلثة 6 نوفمبر كامل بكيري La péninsule de Collo. L'histoire d'une région ليلى بن زوا Un arbre fleurira à l'aube (رواية)</p> <p>الأربعاء 7 نوفمبر أحمد هواروة هجرة عوداي، الرحلة المسية (تاريخ) الخميس 8 نوفمبر عبد الكريم تازروت Djamel Allem, de Ourstrou au Youyou des anges (Beau livre) Chéma Algérien, actrices, actrices sous les feux de la rampe</p> <p>الجمعة 9 نوفمبر محمد ملايكة أحداث من التارة (مذكرات) محمد بوتازرة عشت مع أولئك ووفت هؤلاء (مذكرات)</p>	<p>الثلثة 30 أكتوبر مرزاق بقطش «اليوم» (رواية) بلياس مغروشن مؤثر الحروسة يؤذن في فونسا، (رواية) الاربعاء 31 أكتوبر عمار بلخيمر Les voies de la paix, Rahma, concorde et réconciliation (دراسة) مصطفى شريف La civilisation musulmane. Modèle universel du juste milieu (دراسة) الخميس 1 نوفمبر هجرة طاهي Yamina CHELLALI, une femme au maquis (تاريخ-سيرة ذاتية) مصطفى خياطي Les irradés algériens, un crime d'Etat (تاريخ) الجمعة 2 نوفمبر قادر فوشيش Moi, soldat algérien de la Guerre 14-18 (رواية) أمينة مكحلي Les éléphants ne meurent pas d'ouïl (قصص) محمد عبد الله Souvenez-vous de nos sœurs de la Soummam (رواية) السبت 3 نوفمبر أبراهيم رمانى Boualem BESSAÏH, Dix ans avec le diplomate, le politique et l'intellectuel (تحيات) أمين خوي L'Algérie dans un monde en mutation Regards sur la politique économique, la sécurité nationale et les relations internationales (دراسة)</p>
---	---

إهداء من الشبكة القومية بعد الزلزال

RENCOUNTER | FOOTBALL ALGERIEN
DÉBAT | UNE ÉQUIPE, UNE PASSION, UN PAYS

HAMID ZOUBA
AHMED BESSOL LAHOUARI
SAËD - PINS MARITIMES
MUSTAFA DAHLEB

4 NOVEMBRE 2018 DE 14H00 A 17H00
SALLE EL DJAZAIR
SAËD - PINS MARITIMES

حميد زوا
أحمد ببول لاهواري
مصطفى داهلب

«كرة القدم الجزائرية»
«فرسح» حماس و وطن»
و نقاش

L'ECHO
D'ALGERIE
INFORMER ET PENSER LIBREMENT
Quotidien National d'Information

www.lechodalgerie-dz.com